

DIVISION DES AFFAIRES MARITIMES ET DU DROIT DE LA MER  
BUREAU DES AFFAIRES JURIDIQUES

NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

La publication du *Bulletin* d'information concernant des événements relatifs au droit de la mer qui résultent de mesures et décisions adoptées par les États n'implique, de la part de l'Organisation des Nations Unies, aucune reconnaissance de la validité des mesures et décisions en question.



LES INFORMATIONS PUBLIÉES DANS LE PRÉSENT *BULLETIN* PEUVENT ÊTRE  
REPRODUITES EN TOUT OU EN PARTIE, MAIS AVEC INDICATION DE SOURCE.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
I. — CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER .....	1
État de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de l'Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention et de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.....	1
1. Tableau indiquant l'état de la Convention et des accords connexes au 30 novembre 2007.....	1
2. Listes chronologiques, arrêtées au 30 novembre 2007, des ratifications, adhésions et déclarations de succession concernant la Convention et les accords connexes .....	11
a) La Convention.....	11
b) Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention.....	13
c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs .....	14
3. Déclarations des États .....	16
Lettonie : Déclaration en vertu de l'article 47 de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.....	16
République tchèque : Déclaration relative à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs .....	16
Trinité-et-Tobago : Déclaration en vertu de l'article 287 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer .....	16
II. — INFORMATIONS JURIDIQUES CONCERNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER .....	17
A. — Textes législatifs nationaux .....	17
1. Pérou : Décret suprême n° 047-2007/RE du 12 août 2007, indiquant la limite extérieure (secteur sud) du domaine maritime du Pérou, tracée conformément aux articles 4 et 5 de la loi n° 28621 et au droit international.....	17
2. République dominicaine : Loi 66-07 du 22 mai 2007.....	19
B. — Traités bilatéraux.....	31
Mexique et Honduras : Traité sur la délimitation maritime entre le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République du Honduras, Tegucigalpa, 18 avril 2005 .....	31
C. — Communications des États.....	33
1. Pérou : Réponse à l'objection du Gouvernement chilien concernant la loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou .....	33
2. Chili : Déclaration du Gouvernement chilien relative à la publication du Décret suprême n° 047-2007-RE de la République du Pérou.....	34

D. — Sentences et jugements récents.....	36
1. Dispositif de la Sentence du Tribunal arbitral établi en vertu de l'article 287 et conformément à l'Annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, rendue le 17 septembre 2007 dans un arbitrage entre le Guyana et le Suriname.....	36
2. Tribunal international du droit de la mer : Affaire du <i>Hoshinmaru</i> (Japon c. Fédération de Russie) Prompte mainlevée, Jugement du 6 août 2007.....	37
3. Tribunal international du droit de la mer : Affaire du <i>Tominmaru</i> (Japon c. Fédération de Russie) Prompte mainlevée, Jugement du 6 août 2007.....	39
4. Cour internationale de Justice : Affaire relative au différend maritime et territorial entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes, Extraits de l'Arrêt du 8 octobre 2007.....	41
III. — AUTRES INFORMATIONS.....	41
Rectificatif à la version anglaise du <i>Bulletin du droit de la mer</i> n° 62.....	46

# I.—CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

## ÉTAT DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, DE L'ACCORD RELATIF À L'APPLICATION DE LA PARTIE XI DE LA CONVENTION ET DE L'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA GESTION DES STOCKS CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

1. *Tableau indiquant l'état de la Convention et des accords connexes au 30 novembre 2007<sup>1</sup>*

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature <i>(déclaration)</i>	Ratification: confirmation formelle (cf); adhésion (a); succession (s); <i>(déclaration)</i>	Signature <i>(a)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (a); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature <i>(déclaration)</i>	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> <i>(Déclaration)</i>
<b>TOTAUX</b>	<b>157</b> (☐ 5)	<b>155</b> (☐ 60)	<b>79</b>	<b>131</b>	<b>59</b> (☐ 5)	<b>67</b> (☐ 30)
Afghanistan						
Afrique du Sud	☐	☐ 23 décembre 1997		23 décembre 1997		14 août 2003 (a)
Albanie		23 juin 2003 (a)		23 juin 2003 (p)		
Algérie	☐	☐ 11 juin 1996		11 juin 1996 (p)		
Allemagne		☐ 14 octobre 1994 (a)		14 octobre 1994		☐ 19 décembre 2003
Andorre						
Angola	☐	5 décembre 1990				
Antigua-et-Barbuda		2 février 1989				

<sup>1</sup> Le présent tableau consolidé, qui fournit des informations de référence non officielles facilement consultables à propos de la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux deux accords d'application, a été établi par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques. Pour des informations officielles sur le statut de ces traités, voir la publications intitulée «*Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général*» (<http://untreaty.un.org/>).

<sup>2</sup> États liés par l'Accord moyennant la ratification de la Convention ou l'adhésion ou la succession à la Convention, conformément au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord.

<sup>3</sup> États liés par l'Accord en vertu de la procédure simplifiée prévue par l'article 5 de l'Accord.

<sup>4</sup> Conformément à son article 40, l'Accord entre en vigueur 30 jours après la date du dépôt du trentième instrument de ratification ou d'adhésion.

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); adhésion (s); succession (s); <i>(déclaration)</i>	Signature 	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> <i>(Déclaration)</i>
Arabie saoudite		☐ 24 avril 1996		24 avril 1996 (p)		
Argentine	☐	☐ 1 <sup>er</sup> décembre 1995		1 <sup>er</sup> décembre 1995		
Arménie		9 décembre 2002 (a)		9 décembre 2002 (a)		
Australie		5 octobre 1994		5 octobre 1994		23 décembre 1999
Autriche		☐ 14 juillet 1995		14 juillet 1995		☐ 19 décembre 2003
Azerbaïdjan						
Bahamas		29 juillet 1983		28 juillet 1995		16 janvier 1997 (a)
Bahreïn		30 mai 1985				
Bangladesh		☐ 27 juillet 2001		27 juillet 2001 (a)		
Barbade		12 octobre 1993		28 juillet 1995 (ps)		22 septembre 2000(a)
Bélarus	☐	☐ 30 août 2006		30 août 2006 (a)		
Belgique	☐	☐ 13 novembre 1998		13 novembre 1998		☐ 19 décembre 2003
Belize		13 août 1983		21 octobre 1994 (sd)		14 juillet 2005
Bénin		16 octobre 1997		16 octobre 1997 (p)		
Bhoutan						
Bolivie	☐	28 avril 1995		28 avril 1995 (p)		
Bosnie-Herzégovine		12 janvier 1994 (s)				
Botswana		2 mai 1990		31 janvier 2005 (a)		
Brésil	☐	☐ 22 décembre 1988		25 octobre 2007		8 mars 2000
Brunéi Darussalam		5 novembre 1996		5 novembre 1996 (p)		
Bulgarie		15 mai 1996		15 mai 1996 (a)		☐ 13 décembre 2006
Burkina Faso		25 janvier 2005		25 janvier 2005 (p)		
Burundi						

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16 novembre 1994)		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28 juillet 1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11 décembre 2001)	
	Signature (déclaration)	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); accession (s); (déclaration)	Signature	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature (déclaration)	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> (Déclaration)
Cambodge						
Cameroun		19 novembre 1985		28 août 2002		
Canada		7 novembre 2003		7 novembre 2003		3 août 1999
Cap-Vert		10 août 1987				
Chili		25 août 1997		25 août 1997 (a)		
Chine		7 juin 1996		7 juin 1996 (p)		
Chypre		12 décembre 1988		27 juillet 1995		25 septembre 2002 (a)
Colombie						
Communauté européenne		1 <sup>er</sup> avril 1998 (fc)		1 <sup>er</sup> avril 1998(cf)		19 décembre 2003
Comores		21 juin 1994				
Congo						
Costa Rica		21 septembre 1992		20 septembre 2001 (a)		18 juin 2001 (a)
Côte d'Ivoire		26 mars 1984		28 juillet 1995 (ps)		
Croatie		5 avril 1995 (s)		5 avril 1995 (p)		
Cuba		15 août 1984		17 octobre 2002 (a)		
Danemark		16 novembre 2004		16 novembre 2004		19 décembre 2003
Djibouti		8 octobre 1991				
Dominique		24 octobre 1991				
Égypte		26 août 1983				
El Salvador						
Émirats arabes unis						
Équateur						
Érythrée						

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature (déclaration)	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); accession (s); succession (s); (déclaration)	Signature	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature (déclaration)	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> (Déclaration)
Espagne	☐	☐ 15 janvier 1997	☒	15 janvier 1997	☒	☐ 19 décembre 2003
Estonie		☐ 26 août 2005 (a)		26 août 2005 (a)		☐ 7 août 2006 (a)
États-Unis d'Amérique					☒	☐ 21 août 1996
Éthiopie	☒					
Ex-République yougoslave de Macédoine		19 août 1994 (s)		19 août 1994 (p)		
Fédération de Russie	☐	12 mars 1997		12 mars 1997 (a)	☒	☐ 4 août 1997
Fidji	☒	10 décembre 1982	☒	28 juillet 1995	☒	12 décembre 1996
Finlande	☐	☐ 21 juin 1996	☒	21 juin 1996	☒	☐ 19 décembre 2003
France	☐	☐ 11 avril 1996	☒	11 avril 1996	☐	☐ 19 décembre 2003
Gabon	☒	11 mars 1998	☒	11 mars 1998 (p)	☒	
Gambie	☒	22 mai 1984				
Géorgie		21 mars 1996 (a)		21 mars 1996 (p)		
Ghana	☒	7 juin 1983				
Grèce	☐	☐ 21 juillet 1995	☒	21 juillet 1995	☒	☐ 19 décembre 2003
Grenade	☒	25 avril 1991	☒	28 juillet 1995 (ps)		
Guatemala	☒	☐ 11 février 1997		11 février 1997 (p)		
Guinée	☐	6 septembre 1985	☒	28 juillet 1995 (ps)		16 septembre 2005 (a)
Guinée-Bissau	☒	☐ 25 août 1986			☒	
Guinée équatoriale	☒	21 juillet 1997		21 juillet 1997 (p)		
Guyana	☒	16 novembre 1993				
Haiti	☒	31 juillet 1996		31 juillet 1996 (p)		
Honduras	☒	5 octobre 1993		28 juillet 2003 (a)		
Hongrie	☒	☐ 5 février 2002		5 février 2002 (a)		

État ou entité  Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16 novembre 1994)		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention (en vigueur depuis le 28 juillet 1996)		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (en vigueur depuis le 11 décembre 2001)	
	Signature (déclaration)	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (a); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (a); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature (déclaration)	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> (Déclaration)
Îles Cook	☒	15 février 1995		15 février 1995 (a)		1 <sup>er</sup> avril 1999 (a)
Îles Marshall		9 août 1991 (a)			☒	19 mars 2003
Îles Salomon	☒	23 juin 1997		23 juin 1997 (p)		13 février 1997 (a)
Inde	☒	☐ 29 juin 1995	☒	29 juin 1995		☐ 19 août 2003 (a)
Indonésie	☒	3 février 1986	☒	2 juin 2000	☒	
Iran (République islamique d')	☐					17 avril 1998 (a)
Iraq	☐	30 juillet 1985				
Irlande	☒	☐ 21 juin 1996	☒	21 juin 1996	☒	☐ 19 décembre 2003
Islande	☒	☐ 21 juin 1985	☒	28 juillet 1995 (ps)	☒	14 février 1997
Israël					☒	
Italie	☐	☐ 13 janvier 1995	☒	13 janvier 1995	☒	☐ 19 décembre 2003
Jamahiriya arabe libyenne	☒					
Jamaïque	☒	21 mars 1983	☒	28 juillet 1995 (ps)	☒	
Japon	☒	20 juin 1996	☒	20 juin 1996	☒	7 août 2006
Jordanie		27 novembre 1995 (a)		27 novembre 1995 (p)		
Kazakhstan						
Kenya	☒	2 mars 1989		29 juillet 1994 (sd)		13 juillet 2004 (a)
Kirghizistan						
Kiribati		☐ 24 février 2003 (a)		24 février 2003 (p)		15 septembre 2005 (a)
Koweït	☒	☐ 2 mai 1986		2 août 2002 (a)		
Lesotho	☒	31 mai 2007		31 mai 2007 (p)		
Lettonie		23 décembre 2004 (a)		23 décembre 2004 (a)		☐ 5 février 2007 (a)
Liban	☒	5 janvier 1995		5 janvier 1995 (p)		
Libéria	☒					16 septembre 2005 (a)

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); accession (s); <i>(déclaration)</i>	Signature 	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> <i>(Déclaration)</i>
Liechtenstein						
Lituanie		12 novembre 2003 (a)		12 novembre 2003 (a)		1 <sup>er</sup> mars 2007 (a)
Luxembourg		5 octobre 2000		5 octobre 2000		19 décembre 2003
Madagascar		22 août 2001		22 août 2001 (p)		
Malaisie		14 octobre 1996		14 octobre 1996 (p)		
Malawi						
Maldives		7 septembre 2000		7 septembre 2000		30 décembre 1998
Mali		16 juillet 1985				
Malte		20 mai 1993		26 juin 1996		11 novembre 2001 (a)
Maroc		31 mai 2007		31 mai 2007		
Maurice		4 novembre 1994		4 novembre 1994 (p)		25 mars 1997 (a)
Mauritanie		17 juillet 1996		17 juillet 1996 (p)		
Mexique		18 mars 1983		10 avril 2003 (a)		
Micronésie (États fédérés de)		29 avril 1991 (a)		6 septembre 1995		23 mai 1997
Moldova		6 février 2007 (a)		6 février 2007 (a)		
Monaco		20 mars 1996		20 mars 1996 (p)		9 juin 1999 (a)
Mongolie		13 août 1996		13 août 1996 (p)		
Monténégro		23 octobre 2006 (d)		23 octobre 2006 (d)		
Mozambique		13 mars 1997		13 mars 1997 (a)		
Myanmar		21 mai 1996		21 mai 1996 (a)		
Namibie		18 avril 1983		28 juillet 1995 (ps)		8 avril 1998
Nauru		23 janvier 1996		23 janvier 1996 (p)		10 janvier 1997 (a)
Népal		2 novembre 1998		2 novembre 1998 (p)		

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature (déclaration)	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (a); adhésion (e); succession (s); (déclaration)	Signature	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (a); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature (déclaration)	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> (Déclaration)
Nicaragua		☐ 3 mai 2000		3 mai 2000 (p)		
Niger						
Nigéria		14 août 1986		28 juillet 1995 (ps)		
Nioué		11 octobre 2006		11 octobre 2006 (p)		11 octobre 2006
Norvège		☐ 24 juin 1996		24 juin 1996 (a)		☐ 30 décembre 1996
Nouvelle-Zélande		19 juillet 1996		19 juillet 1996		18 avril 2001
Oman		☐ 17 août 1989		26 février 1997 (a)		
Ouganda		9 novembre 1990		28 juillet 1995 (ps)		
Ouzbékistan						
Pakistan		☐ 26 février 1997		26 février 1997 (p)		
Palaos		30 septembre 1996 (a)		30 septembre 1996 (p)		
Panama		☐ 1 <sup>er</sup> juillet 1996		1 <sup>er</sup> juillet 1996 (p)		
Papouasie-Nouvelle-Guinée		14 janvier 1997		14 janvier 1997 (p)		4 juin 1999
Paraguay		26 septembre 1986		10 juillet 1995		
Pays-Bas		☐ 28 juin 1996		28 juin 1996		☐ 19 décembre 2003
Pérou						
Philippines		☐ 8 mai 1984		23 juillet 1997		
Pologne		13 novembre 1998		13 novembre 1998		☐ 14 mars 2006 (a)
Portugal		☐ 3 novembre 1997		3 novembre 1997		☐ 19 décembre 2003
Qatar		9 décembre 2002		9 décembre 2002 (p)		
République arabe syrienne						
République centrafricaine						
République de Corée		29 janvier 1996		29 janvier 1996		

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature (déclaration)	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); accession (s); (déclaration)	Signature	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature (déclaration)	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> (Déclaration)
République démocratique du Congo		17 février 1989				
République démocratique populaire lao		5 juin 1998		5 juin 1998 (p)		
République dominicaine						
République populaire démocratique de Corée						
République tchèque		21 juin 1996		21 juin 1996		19 mars 2007 (a)
République-Unie de Tanzanie		30 septembre 1985		25 juin 1998		
Roumanie		17 décembre 1996		17 décembre 1996 (a)		16 juillet 2007 (a)
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		25 juillet 1997 (a)		25 juillet 1997		10 décembre 2001 19 décembre 2003 <sup>5</sup>
Rwanda						
Sainte-Lucie		27 mars 1985				9 août 1996
Saint-Kitts-et-Nevis		7 janvier 1993				
Saint-Marin						
Saint-Siège						
Saint-Vincent-et-les Grenadines		1 <sup>er</sup> octobre 1993				
Samoa		14 août 1995		14 août 1995 (p)		25 octobre 1996
Sao Tomé-et-Principe		3 novembre 1987				
Sénégal		25 octobre 1984		25 juillet 1995		30 janvier 1997

<sup>5</sup> Pour plus de précisions, voir le chapitre XXI de la publication intitulée « Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général » (<http://untreaty.un.org/FRENCH/bible/frenchinternet/bible/partII/chapterXXI/chapterXXI.asp>).

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); adhésion (e); succession (s); <i>(déclaration)</i>	Signature 	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> <i>(Déclaration)</i>
Serbie	5 	12 mars 2001 (s)		28 juillet 1995 (ps) <sup>5</sup>		
Seychelles		16 septembre 1991		15 décembre 1994		20 mars 1998
Sierra Leone		12 décembre 1994		12 décembre 1994 (p)		
Singapour		17 novembre 1994		17 novembre 1994 (p)		
Slovaquie		8 mai 1996		8 mai 1996		
Slovénie		16 juin 1995 (s)		16 juin 1995		15 juin 2006 (a)
Somalie		24 juillet 1989				
Soudan		23 janvier 1985				
Sri Lanka		19 juillet 1994		28 juillet 1995 (ps)		24 octobre 1996
Suède		25 juin 1996		25 juin 1996		19 décembre 2003
Suisse						
Suriname		9 juillet 1998		9 juillet 1998 (p)		
Swaziland						
Tadjikistan						
Tchad						
Thaïlande						
Timor-Leste						
Togo		16 avril 1985		28 juillet 1995 (ps)		
Tonga		2 août 1995 (a)		2 août 1995 (p)		31 juillet 1996
Trinité-et-Tobago		25 avril 1986		28 juillet 1995 (ps)		13 septembre 2006 (a)
Tunisie		24 avril 1985		24 mai 2002		
Turkménistan						
Turquie						
Tuvalu		9 décembre 2002		9 décembre 2002 (p)		

État ou entité  <i>Le texte en italiques indique les États ou entités non membres de l'Organisation des Nations Unies; les cellules ombrées indiquent les États sans littoral</i>	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer <i>(en vigueur depuis le 16 novembre 1994)</i>		Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention <i>(en vigueur depuis le 28 juillet 1996)</i>		Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs <i>(en vigueur depuis le 11 décembre 2001)</i>	
	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); accession (s) <i>(déclaration)</i>	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; confirmation formelle (cf); adhésion (e); signature définitive (sd); participation (p) <sup>2</sup> ; procédure simplifiée (ps) <sup>3</sup>	Signature  <i>(déclaration)</i>	Ratification; adhésion (a) <sup>4</sup> <i>(Déclaration)</i>
Ukraine	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 26 juillet 1999		26 juillet 1999		27 février 2003
Uruguay	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10 décembre 1992		7 août 2007	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 10 septembre 1999
Vanuatu		10 août 1999		10 août 1999(p)		
Venezuela (République bolivarienne du)						
Viet Nam		<input type="checkbox"/> 25 juillet 1994		27 avril 2006(a)		
Yémen	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> 21 juillet 1987				
Zambie		7 mars 1983		28 juillet 1995 (ps)		
Zimbabwe		24 février 1993		28 juillet 1995 (ps)		
<b>TOTAUX</b>	<b>157</b> ( <input type="checkbox"/> 35)	<b>155</b> ( <input type="checkbox"/> 60)	<b>79</b>	<b>131</b>	<b>59</b> ( <input type="checkbox"/> 5)	<b>67</b> ( <input type="checkbox"/> 30)

**2. Listes chronologiques, arrêtées au 30 novembre 2007, des ratifications, adhésions et déclarations de succession concernant la Convention et les accords connexes**

a) *La Convention*

1. Fidji (10 décembre 1982)
2. Zambie (7 mars 1983)
3. Mexique (18 mars 1983)
4. Jamaïque (21 mars 1983)
5. Namibie (18 avril 1983)
6. Ghana (7 juin 1983)
7. Bahamas (29 juillet 1983)
8. Belize (13 août 1983)
9. Égypte (26 août 1983)
10. Côte d'Ivoire (26 mars 1984)
11. Philippines (8 mai 1984)
12. Gambie (22 mai 1984)
13. Cuba (15 août 1984)
14. Sénégal (25 octobre 1984)
15. Soudan (23 janvier 1985)
16. Sainte-Lucie (27 mars 1985)
17. Togo (16 avril 1985)
18. Tunisie (24 avril 1985)
19. Bahreïn (30 mai 1985)
20. Islande (21 juin 1985)
21. Mali (16 juillet 1985)
22. Iraq (30 juillet 1985)
23. Guinée (6 septembre 1985)
24. République-Unie de Tanzanie (30 septembre 1985)
25. Cameroun (19 novembre 1985)
26. Indonésie (3 février 1986)
27. Trinité-et-Tobago (25 avril 1986)
28. Koweït (2 mai 1986)
29. Nigéria (14 août 1986)
30. Guinée-Bissau (25 août 1986)
31. Paraguay (26 septembre 1986)
32. Yémen (21 juillet 1987)
33. Cap-Vert (10 août 1987)
34. Sao Tomé-et-Principe (3 novembre 1987)
35. Chypre (12 décembre 1988)
36. Brésil (22 décembre 1988)
37. Antigua-et-Barbuda (2 février 1989)
38. République démocratique du Congo (17 février 1989)
39. Kenya (2 mars 1989)
40. Somalie (24 juillet 1989)
41. Oman (17 août 1989)
42. Botswana (2 mai 1990)
43. Ouganda (9 novembre 1990)
44. Angola (5 décembre 1990)
45. Grenade (25 avril 1991)
46. Micronésie (États fédérés de) (29 avril 1991)
47. Îles Marshall (9 août 1991)
48. Seychelles (16 septembre 1991)
49. Djibouti (8 octobre 1991)
50. Dominique (24 octobre 1991)
51. Costa Rica (21 septembre 1992)
52. Uruguay (10 décembre 1992)
53. Saint-Kitts-et-Nevis (7 janvier 1993)
54. Zimbabwe (24 février 1993)
55. Malte (20 mai 1993)
56. Saint-Vincent-et-les Grenadines (1<sup>er</sup> octobre 1993)
57. Honduras (5 octobre 1993)
58. Barbade (12 octobre 1993)
59. Guyana (16 novembre 1993)
60. Bosnie-Herzégovine (12 janvier 1994)
61. Comores (21 juin 1994)
62. Sri Lanka (19 juillet 1994)
63. Viet Nam (25 juillet 1994)
64. Ex-République yougoslave de Macédoine (19 août 1994)
65. Australie (5 octobre 1994)
66. Allemagne (14 octobre 1994)
67. Maurice (4 novembre 1994)
68. Singapour (17 novembre 1994)
69. Sierra Leone (12 décembre 1994)
70. Liban (5 janvier 1995)
71. Italie (13 janvier 1995)
72. Îles Cook (15 février 1995)

73. Croatie (5 avril 1995)
74. Bolivie (28 avril 1995)
75. Slovénie (16 juin 1995)
76. Inde (29 juin 1995)
77. Autriche (14 juillet 1995)
78. Grèce (21 juillet 1995)
79. Tonga (2 août 1995)
80. Samoa (14 août 1995)
81. Jordanie (27 novembre 1995)
82. Argentine (1<sup>er</sup> décembre 1995)
83. Nauru (23 janvier 1996)
84. République de Corée (29 janvier 1996)
85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)
88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. République tchèque (21 juin 1996)
96. Finlande (21 juin 1996)
97. Irlande (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1<sup>er</sup> juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Communauté européenne (1<sup>er</sup> avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)
149. Estonie (26 août 2005)
150. Bélarus (30 août 2006)
151. Nioué (11 octobre 2006)
152. Monténégro (23 octobre 2006)
153. Moldova (6 février 2007)
154. Lesotho (31 mai 2007)
155. Maroc (31 mai 2007)

b) *Accord relatif à l'application de la Partie XI de la Convention*

1. Kenya (29 juillet 1994)
2. Ex-République yougoslave de Macédoine (19 août 1994)
3. Australie (5 octobre 1994)
4. Allemagne (14 octobre 1994)
5. Belize (21 octobre 1994)
6. Maurice (4 novembre 1994)
7. Singapour (17 novembre 1994)
8. Sierra Leone (12 décembre 1994)
9. Seychelles (15 décembre 1994)
10. Liban (5 janvier 1995)
11. Italie (13 janvier 1995)
12. Îles Cook (15 février 1995)
13. Croatie (5 avril 1995)
14. Bolivie (28 avril 1995)
15. Slovénie (16 juin 1995)
16. Inde (29 juin 1995)
17. Paraguay (10 juillet 1995)
18. Autriche (14 juillet 1995)
19. Grèce (21 juillet 1995)
20. Sénégal (25 juillet 1995)
21. Chypre (27 juillet 1995)
22. Bahamas (28 juillet 1995)
23. Barbade (28 juillet 1995)
24. Côte d'Ivoire (28 juillet 1995)
25. Fidji (28 juillet 1995)
26. Grenade (28 juillet 1995)
27. Guinée (28 juillet 1995)
28. Islande (28 juillet 1995)
29. Jamaïque (28 juillet 1995)
30. Namibie (28 juillet 1995)
31. Nigéria (28 juillet 1995)
32. Sri Lanka (28 juillet 1995)
33. Togo (28 juillet 1995)
34. Trinité-et-Tobago (28 juillet 1995)
35. Ouganda (28 juillet 1995)
36. Yougoslavie (28 juillet 1995)
37. Zambie (28 juillet 1995)
38. Zimbabwe (28 juillet 1995)
39. Tonga (2 août 1995)
40. Samoa (14 août 1995)
41. Micronésie (États fédérés de) [6 septembre 1995]
42. Jordanie (27 novembre 1995)
43. Argentine (1<sup>er</sup> décembre 1995)
44. Nauru (23 janvier 1996)
45. République de Corée (29 janvier 1996)
46. Monaco (20 mars 1996)
47. Géorgie (21 mars 1996)
48. France (11 avril 1996)
49. Arabie saoudite (24 avril 1996)
50. Slovaquie (8 mai 1996)
51. Bulgarie (15 mai 1996)
52. Myanmar (21 mai 1996)
53. Chine (7 juin 1996)
54. Algérie (11 juin 1996)
55. Japon (20 juin 1996)
56. République tchèque (21 juin 1996)
57. Finlande (21 juin 1996)
58. Irlande (21 juin 1996)
59. Norvège (24 juin 1996)
60. Suède (25 juin 1996)
61. Malte (26 juin 1996)
62. Pays-Bas (28 juin 1996)
63. Panama (1<sup>er</sup> juillet 1996)
64. Mauritanie (17 juillet 1996)
65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
66. Haïti (31 juillet 1996)
67. Mongolie (13 août 1996)
68. Palaos (30 septembre 1996)
69. Malaisie (14 octobre 1996)
70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
71. Roumanie (17 décembre 1996)
72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
73. Espagne (15 janvier 1997)
74. Guatemala (11 février 1997)
75. Oman (26 février 1997)
76. Pakistan (26 février 1997)
77. Fédération de Russie (12 mars 1997)
78. Mozambique (13 mars 1997)
79. Îles Salomon (23 juin 1997)

- |   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| 80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)                                  | 105. Tunisie (24 mai 2002)          |
| 81. Philippines (23 juillet 1997)   | 106. Cameroun (28 août 2002)        |
| 82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997) | 107. Koweït (2 août 2002)           |
| 83. Chili (25 août 1997)  | 108. Cuba (17 octobre 2002)         |
| 84. Bénin (16 octobre 1997)   | 109. Arménie (9 décembre 2002)      |
| 85. Portugal (3 novembre 1997)  | 110. Qatar (9 décembre 2002)        |
| 86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)                                     | 111. Tuvalu (9 décembre 2002)       |
| 87. Gabon (11 mars 1998)  | 112. Kiribati (24 février 2003)     |
| 88. Communauté européenne (1 <sup>er</sup> avril 1998)                    | 113. Mexique (10 avril 2003)        |
| 89. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)                   | 114. Albanie (23 juin 2003)         |
| 90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)                            | 115. Honduras (28 juillet 2003)     |
| 91. Suriname (9 juillet 1998)   | 116. Canada (7 novembre 2003)       |
| 92. Népal (2 novembre 1998)   | 117. Lituanie (12 novembre 2003)    |
| 93. Belgique (13 novembre 1998)   | 118. Danemark (16 novembre 2004)    |
| 94. Pologne (13 novembre 1998)  | 119. Lettonie (23 décembre 2004)    |
| 95. Ukraine (26 juillet 1999)   | 120. Botswana (31 janvier 2005)     |
| 96. Vanuatu (10 août 1999)  | 121. Burkina Faso (25 janvier 2005) |
| 97. Nicaragua (3 mai 2000)  | 122. Estonie (26 août 2005)         |
| 98. Indonésie (2 juin 2000)   | 123. Viet Nam (27 avril 2006)       |
| 99. Maldives (7 septembre 2000)   | 124. Bélarus (30 août 2006)         |
| 100. Luxembourg (5 octobre 2000)  | 125. Nioué (11 octobre 2006)        |
| 101. Bangladesh (27 juillet 2001)   | 126. Monténégro (23 octobre 2006)   |
| 102. Madagascar (22 août 2001)  | 127. Moldova (6 février 2007)       |
| 103. Costa Rica (20 septembre 2001)                                       | 128. Lesotho (31 mai 2007)          |
| 104. Hongrie (5 février 2002)   | 129. Maroc (31 mai 2007)            |
|   | 130. Uruguay (7 août 2007)          |
|   | 131. Brésil (25 octobre 2007)       |

c) *Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants*

- |   |  |
|---|--|
| 1. Tonga (31 juillet 1996)              | 12. Islande (14 février 1997)                      |
| 2. Sainte-Lucie (9 août 1996)           | 13. Maurice (25 mars 1997)                         |
| 3. États-Unis d'Amérique (21 août 1996) | 14. Micronésie (États fédérés de) [23 mai 1997]    |
| 4. Sri Lanka (24 octobre 1996)          | 15. Fédération de Russie (4 août 1997)             |
| 5. Samoa (25 octobre 1996)              | 16. Seychelles (20 mars 1998)                      |
| 6. Fidji (12 décembre 1996)             | 17. Namibie (8 avril 1998)                         |
| 7. Norvège (30 décembre 1996)           | 18. Iran (République islamique de) [17 avril 1998] |
| 8. Nauru (10 janvier 1997)              | 19. Maldives (30 décembre 1998)                    |
| 9. Bahamas (16 janvier 1997)            | 20. Îles Cook (1 <sup>er</sup> avril 1999)         |
| 10. Sénégal (30 janvier 1997)           | 21. Papouasie-Nouvelle-Guinée (4 juin 1999)        |
| 11. Îles Salomon (13 février 1997)      |  |

22. Monaco (9 juin 1999)
23. Canada (3 août 1999)
24. Uruguay (10 septembre 1999)
25. Australie (23 décembre 1999)
26. Brésil (8 mars 2000)
27. Barbade (22 septembre 2000)
28. Nouvelle-Zélande (18 avril 2001)
29. Costa Rica (18 juin 2001)
30. Malte (11 novembre 2001)
31. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (10 décembre 2001), (19 décembre 2003)<sup>1</sup>
32. Chypre (25 septembre 2002)
33. Ukraine (27 février 2003)
34. Îles Marhsall (19 mars 2003)
35. Afrique du Sud (14 août 2003)
36. Inde (19 août 2003)
37. Communauté européenne (19 décembre 2003)
38. Autriche (19 décembre 2003)
39. Belgique (19 décembre 2003)
40. Danemark (19 décembre 2003)
41. Finlande (19 décembre 2003)
42. France (19 décembre 2003)
43. Allemagne (19 décembre 2003)
44. Grèce (19 décembre 2003)
45. Irlande (19 décembre 2003)
46. Italie (19 décembre 2003)
47. Luxembourg (19 décembre 2003)
48. Pays-Bas (19 décembre 2003)
49. Portugal (19 décembre 2003)
50. Espagne (19 décembre 2003)
51. Suède (19 décembre 2003)
52. Kenya (13 juillet 2004)
53. Belize (14 juillet 2005)
54. Kiribati (15 septembre 2005)
55. Guinée (16 septembre 2005)
56. Libéria (16 septembre 2005)
57. Pologne (14 mars 2006)
58. Slovénie (15 juin 2006)
59. Estonie (7 août 2006)
60. Japon (7 août 2006)
61. Trinité-et-Tobago (13 septembre 2006)
62. Nioué (11 octobre 2006)
63. Bulgarie (13 décembre 2006)
64. Lettonie (5 février 2007)
65. Lituanie (1<sup>er</sup> mars 2007)
66. République tchèque (19 mars 2007)
67. Roumanie (1<sup>er</sup> juillet 2007)

---

<sup>1</sup> Pour plus de précisions, voir le chapitre XXI de la publication intitulée « Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général » <http://untreaty.un.org/ENGLISH/bible/englishinternetbible/partI/chapterXXI/treaty9.asp>

### 3. Déclarations des États

LETTONIE  
12 avril 2007

*Déclaration en vertu de l'article 47 de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs*

« Conformément au paragraphe (1) de l'article 47 de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs (qui applique *mutatis mutandis* le paragraphe 2) de l'article 5 et le paragraphe 6 de l'article 5 de l'Annexe IX de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, la République de Lettonie rappelle que, en tant que membre de la Communauté européenne, elle a transféré à celle-ci compétence pour certaines matières dont traite l'Accord.

« La République de Lettonie confirme par les présentes la déclaration faite par la Communauté européenne lors de la ratification de l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. »

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE  
12 septembre 2007

*Déclaration relative à l'Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs*

« En tant que membre de la Communauté européenne, la République tchèque a transféré à celle-ci compétence pour certaines matières dont traite l'Accord. Ces matières ont été mentionnées dans la déclaration formulée par la Communauté européenne le 19 décembre 2003 lors de la ratification de l'Accord.

« La République tchèque confirme les déclarations interprétatives formulées par la Communauté européenne le 19 décembre 2003 lors de la ratification de l'Accord. »

TRINITÉ-ET-TOBAGO  
17 octobre 2007

*Déclaration en vertu de l'article 287  
de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer*

« La République de Trinité-et-Tobago, déclare par la présente qu'en l'absence d'autres moyens pacifiques ou en cas d'échec de ces autres moyens, la République de Trinité-et-Tobago choisit les moyens suivants, par ordre de priorité, pour le règlement des différends concernant l'interprétation ou l'application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer :

- « a) Le Tribunal international du droit de la mer, créé en application de l'annexe VI;
- « b) La Cour internationale de Justice. »

## II.—INFORMATIONS JURIDIQUES CONCERNANT LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

### A.—TEXTES LÉGISLATIFS NATIONAUX

#### 1. Pérou

*Décret suprême n° 047-2007/RE du 12 août 2007, indiquant la limite extérieure (secteur sud) du domaine maritime du Pérou, tracée conformément aux articles 4 et 5 de la loi n° 28621 et au droit international<sup>1</sup>*

#### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Approbation de la carte indiquant la limite extérieure (secteur sud) du domaine maritime du Pérou  
Décret suprême n° 047-2007/RE*

Le Président de la République,

*Considérant que :*

L'article 54 de la Constitution du Pérou établit que le domaine maritime de l'État inclut la mer adjacente à ses côtes, ainsi que les fonds marins et leur sous-sol, jusqu'à une distance de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base établies par la loi;

En vertu de l'article susmentionné et conformément au droit international, a été adoptée le 3 novembre 2005 la loi n° 28621 (loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou), qui dispose que la largeur du domaine maritime de l'État est mesurée jusqu'à une distance de 200 milles marins;

L'article 4 de la loi susmentionnée précise que la limite extérieure du domaine maritime du Pérou est tracée de façon que chacun de ses points se situe à une distance de 200 milles marins du point le plus proche des lignes de base, conformément aux critères de délimitation établis par le droit international;

L'article 5 de la loi susmentionnée prévoit qu'il appartient au pouvoir exécutif d'élaborer les cartes correspondant à la limite extérieure du domaine maritime, en application des dispositions de son article 4;

Les travaux cartographiques ont été fondés sur le calcul d'arcs circulaires dont les rayons ont une longueur de 200 milles marins mesurés à partir des lignes de base. En conséquence, chaque point de la limite extérieure se trouve à 200 milles marins du point le plus proche des lignes de base;

Il a été estimé utile d'établir des cartes des limites extérieures du domaine maritime du Pérou dans trois secteurs : le secteur sud, du point de base no 146 au point de base no 266; le secteur centre, du point de base n° 74 au point de base N°146; et le secteur nord, du point de base no 1 au point de base n° 74, dans l'ordre mentionné;

Conformément au paragraphe 8 de l'article 118 de la Constitution du Pérou et au Décret législatif n° 560;

*Décrète ce qui suit :*

#### *Article 1*

La carte ci-incluse, indiquant la limite extérieure (secteur sud) du domaine maritime du Pérou, établie conformément aux articles 4 et 5 de la loi n° 28261 et au droit international, est ici approuvée.

---

<sup>1</sup> Transmis par une note verbale en date du 14 août 2007 adressée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Pérou, en espagnol avec une traduction anglaise officielle.



## **2. République dominicaine**

### ***Loi 66-07 du 22 mai 2007<sup>2</sup>***

*Considérant* que la délimitation des zones maritimes de la République dominicaine doit être réalisée conformément aux intérêts supérieurs de la nation, au droit international de la mer et aux caractéristiques géomorphologiques, terrestres, marines et sous-marines,

*Considérant* que les ressources et les richesses des fonds marins et de leur sous-sol constituent pour le développement national une option qui doit être encouragée par l'État dominicain,

*Considérant* que la loi n° 186 du 13 septembre 1967 relative à la délimitation maritime présente en ce qui concerne les zones de juridiction universellement acceptées des carences qui affectent notre souveraineté et limitent nos possibilités d'accéder à des ressources marines qui offrent un considérable potentiel de développement économique,

*Considérant* que la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer est un instrument valable qui définit les espaces maritimes et leurs attributs,

*Considérant* que les espaces maritimes constituent en eux-mêmes, comme les richesses qu'ils renferment, des sources de développement national d'une importance vitale,

*Considérant* que notre histoire a été marquée à différentes occasions par des tentatives d'aliénation d'éléments du territoire national contraires aux préceptes de la Constitution de la République,

*Considérant* que l'élargissement de la mer territoriale implique une nouvelle délimitation des autres zones maritimes, en particulier de la zone économique exclusive,

*Considérant* qu'il est nécessaire de créer des institutions et de dégager des ressources en vue d'identifier et d'évaluer les richesses se trouvant à l'intérieur de notre mer territoriale et de la zone économique exclusive, ainsi que d'en assurer la conservation et une exploitation rationnelle,

*Considérant* que la proposition relative à la proclamation du statut d'État archipel qu'a présenté au Congrès national Carlos Antonio Michelén en sa qualité d'expert du droit de la mer a été dûment examinée et étudiée par deux commissions de la Chambre des députés, a fait l'objet d'un débat public et a été avalisée par les organisations internationales les plus qualifiées en la matière, confirmant ainsi sa validité au regard du droit international,

*Vu* la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer,

*Vu* l'article 5 de la Constitution de la République,

*Adopte la loi ci-après :*

#### *Article premier*

La République dominicaine proclame son statut d'État archipel.

#### *Article 2*

L'archipel de la République dominicaine comprend, à l'ouest de l'île de Saint-Domingue, également dite La Hispaniola, un vaste ensemble de 150 petites îles identifiées dont les coordonnées sont définies dans la présente loi, un grand nombre de récifs et de hauts fonds découvrants, le Banc de Montecristi, dont le centre est situé à 19° 59' 80" de latitude N et 71° 36' 194" de longitude O; le Banc du Pañuelo, dont le centre est situé à 20° 55' de latitude N et 70° 45' 00" de longitude O, situé à 20° 57' 00" de latitude N et 70° 38' 00" de longitude O; le Banc de la Plata, dont le centre est situé à 20° 32' 30" de latitude N et 69° 42' 00" de longitude O; le Banc Inominado, dont le centre est situé à 20° 21' 343" de latitude N et 69° 4' 929" de longitude O; le Banc de la Navidad, dont le centre est situé à 20° 1' 00" de latitude N et 68° 51' de longitude O; le Banc

---

<sup>2</sup> Transmise par une note verbale en date du 23 octobre 2007 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par la Mission permanente de la République dominicaine. Original : espagnol.

del Caballo, dont le centre est situé à 18° 6' 82" de latitude N et 68° 44' 246" de longitude O; et le détroit de la Plata, le détroit de la Navidad, le détroit de Beata, le détroit d'Alto Velo, la Grande cordillère sous-marine de Beata adjacente à la péninsule de Barahona, d'autres formations naturelles et les eaux qui les relie.

### *Article 3*

La souveraineté de la République dominicaine, en sa qualité d'État archipel, s'étend aux eaux situées en deçà de la ligne de base archipélagique, quelle que soit leur profondeur ou leur distance de la côte, à l'espace aérien surjacent et aux eaux archipélagiques, ainsi qu'au fond de la mer et à son sous-sol et aux ressources, biologiques et autres, qu'ils renferment.

### *Article 4*

Les eaux se trouvant en deçà des lignes de base archipélagiques constituent les eaux archipélagiques.

### *Article 5*

La République dominicaine, conformément au droit international, respecte le droit de passage inoffensif à travers ses eaux archipélagiques et l'espace aérien surjacent, sans préjudice du droit de l'État dominicain de désigner des voies de circulation et de tracer des lignes de fermeture des eaux intérieures.

### *Article 6*

Sont déclarées eaux intérieures les baies de Manzanillo, espace côtier situé entre l'axe de l'embouchure du fleuve Masacre, à Dajabón, et Punta Manzanillo; de Rincón, entre Cabo Cabrón et Cabo Samaná; de Samaná, entre Cabo Samaná et Cabo San Rafael; de Yuma, entre Punta Espada et Punta Aljibe; d'Andrés, entre Punta Magdalena et Punta Caucedo; d'Ocoa, entre Punta Salinas et Punta Martín García; de Neyba, entre Punta Martín García et Punta Averena; et d'Águilas, entre Cabo Falso et Cabo Rojo. Lesdites eaux sont soumises à la pleine souveraineté de la République dominicaine.

Paragraphe additionnel. L'État dominicain peut décider de considérer les eaux intérieures de la République dominicaine comme eaux archipélagiques.

### *Article 7*

Constituent des baies historiques les baies de Saint-Domingue, espace situé entre Cabo Paneque et Punta Caucedo, et Escocesa, espace situé entre Cabo Francés Viejo et Cabo Cabrón. Les eaux desdites baies sont considérées comme des eaux intérieures.

### *Article 8*

La ligne de base archipélagique servant à mesurer la largeur de mer territoriale de la zone contiguë et de la zone économique exclusive est constituée par les segments de lignes droites joignant les points de coordonnées géodésiques ci-après :

- 1) 19° 42' 7" N et 71° 45' 29" O, borne frontière du fleuve Masacre;
- 2) 19° 52' 00" N et 71° 52' 8" O, Cayo Arenas, 11,67 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 3) 19° 52' 27" N et 71° 51' 53" O, Cayo Arenas;
- 4) 20° 54' 36" N et 70° 57' 54" O, Banc du Pañuelo, 80,05 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 5) 20° 58' 60" N et 70° 44' 31" O, Banc du Pañuelo et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;

- 6) 21° 6' 14" N et 70° 31' 28" O, Banc du Pañuelo;
- 7) 20° 53' 7" N et 69° 53' 19" O, Banc de la Plata, 38,00 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 8) 20° 39' 2" N et 69° 28' 59" O, Banc de la Plata;
- 9) 20° 30' 7" N et 69° 20' 07" O, Banc Inombrado, 12,16 et, de là, le long de la laisse de mer, jusqu'au point suivant;
- 10) 20° 30' 7" N et 69° 20' 7" O, Banc Inombrado;
- 11) 19° 54' 55" N et 68° 45' 9" O, Banc de la Navidad, 48,09 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 12) 19° 50' 31" N et 68° 43' 40" O, Banc de la Navidad;
- 13) 18° 38' 19" N et 68° 19' 15" O, Cayo Cabo Engaño, 75,54;
- 14) 18° 35' 50" N et 68° 19' 21" O, Cabo Engaño, 2,48;
- 15) 18° 6' 37" N et 68° 34' 15" O, Isla Cuidado, 32,37 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 16) 18° 6' 37" N et 68° 34' 15" O, Isla Cuidado;
- 17) 18° 6' 32" N et 68° 34' 33" O, Isla Saona, 0,30 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 18) 18° 8' 12" N et 68° 45' 30" O, Punta Laguna;
- 19) 18° 13' 34" N et 70° 9' 30" O, Punta Palenque, 80,15;
- 20) 17° 28' 18" N et 71° 38' 11" O, Isla Alto Velo, 95,86 et, de là, le long de la laisse de basse mer, jusqu'au point suivant;
- 21) 17° 28' 39" N et 71° 38' 57" O, Isla Alto Velo;
- 22) 17° 37' 37" N et 71° 41' 25" O, Isla Los Frailes, 9,22;
- 23) 18° 1' 54" N et 71° 45' 36" O, point frontière de Pedernales, 24,53 (système géodésique : WGS 84).

Paragraphe additionnel. Les points susmentionnés sont des points géodésiques et peuvent être modifiés à la lumière des valeurs correspondantes après vérification sur place par l'État dominicain.

#### *Article 9*

La mer territoriale de la République dominicaine s'étend vers la haute mer sur une largeur de 12 milles marins mesurés à partir de la ligne de base archipélagique.

#### *Article 10*

La souveraineté de la République dominicaine s'étend à la mer territoriale et à l'espace aérien surjacent ainsi qu'au fond de cette mer et à son sous-sol et aux ressources biologiques et autres qu'ils renferment.

#### *Article 11*

La République dominicaine, conformément au droit international, respecte le droit de passage inoffensif à travers ses eaux territoriales et l'espace aérien surjacent, sans préjudice du droit de l'État dominicain de désigner des voies de circulation.

#### *Article 12*

La République dominicaine ne considère pas comme inoffensif le passage à travers ses eaux archipélagiques et ses eaux territoriales et l'espace aérien surjacent de navires et aéronefs transportant des substan-

ces radioactives ou des substances chimiques hautement toxiques pouvant être utilisées comme instruments de destruction massive ou causer de graves dommages à la santé humaine et à l'environnement.

#### Article 13

La zone contiguë comprend la zone maritime adjacente à la mer territoriale et s'étend vers la haute mer sur une largeur de 24 milles marins mesurés à partir de la ligne de base archipélagique. La République dominicaine exerce dans cette zone la juridiction prévue dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer faite à Montego Bay en 1982.

#### Article 14

La zone économique exclusive est la zone située au-delà de la limite extérieure de la zone contiguë et adjacente à celle-ci et s'étend vers la haute mer sur une largeur pouvant atteindre 200 milles marins mesurés à partir de la ligne de base archipélagique. La limite extérieure de la zone économique exclusive est définie par l'ensemble de lignes droites joignant les points de coordonnées géodésiques suivantes :

1)	19° 42' 07" N	71° 45' 29" O	27)	19° 57' 23" N	72° 01' 20" O
2)	19° 42' 07" N	71° 45' 29" O	28)	19° 58' 21" N	72° 01' 31" O
3)	19° 42' 37" N	71° 46' 21" O	29)	19° 59' 20" N	72° 01' 42" O
4)	19° 43' 07" N	71° 47' 12" O	30)	20° 00' 19" N	72° 01' 54" O
5)	19° 43' 36" N	71° 48' 03" O	31)	20° 01' 17" N	72° 02' 05" O
6)	19° 44' 06" N	71° 48' 54" O	32)	20° 02' 16" N	72° 02' 16" O
7)	19° 44' 36" N	71° 49' 46" O	33)	20° 03' 14" N	72° 02' 27" O
8)	19° 45' 06" N	71° 50' 37" O	34)	20° 04' 13" N	72° 02' 39" O
9)	19° 45' 35" N	71° 51' 28" O	35)	20° 05' 12" N	72° 02' 50" O
10)	19° 46' 05" N	71° 52' 19" O	36)	20° 06' 10" N	72° 03' 01" O
11)	19° 46' 35" N	71° 53' 11" O	37)	20° 07' 09" N	72° 03' 13" O
12)	19° 47' 04" N	71° 54' 02" O	38)	20° 08' 08" N	72° 03' 24" O
13)	19° 47' 34" N	71° 54' 53" O	39)	20° 09' 06" N	72° 03' 35" O
14)	19° 48' 04" N	71° 55' 44" O	40)	20° 10' 05" N	72° 03' 47" O
15)	19° 48' 33" N	71° 56' 36" O	41)	20° 11' 04" N	72° 03' 58" O
16)	19° 48' 48" N	71° 57' 01" O	42)	20° 12' 02" N	72° 04' 09" O
17)	19° 49' 03" N	71° 57' 27" O	43)	20° 12' 51" N	72° 04' 19" O
18)	19° 49' 33" N	71° 58' 18" O	44)	20° 13' 01" N	72° 04' 21" O
19)	19° 50' 02" N	71° 59' 09" O	45)	20° 13' 59" N	72° 04' 32" O
20)	19° 50' 32" N	72° 00' 01" O	46)	20° 14' 58" N	72° 04' 43" O
21)	19° 51' 31" N	72° 00' 12" O	47)	20° 35' 44" N	72° 08' 44" O
22)	19° 52' 29" N	72° 00' 23" O	48)	21° 16' 15" N	72° 16' 33" O
23)	19° 53' 28" N	72° 00' 34" O	49)	21° 16' 03" N	72° 16' 17" O
24)	19° 54' 27" N	72° 00' 46" O	50)	21° 15' 26" N	72° 15' 28" O
25)	19° 55' 25" N	72° 00' 57" O	51)	21° 14' 49" N	72° 14' 39" O
26)	19° 56' 24" N	72° 01' 08" O	52)	21° 14' 12" N	72° 13' 49" O

53)	21° 13' 35" N	72° 12' 60" O	92)	20° 58' 41" N	71° 35' 45" O
54)	21° 12' 58" N	72° 12' 11" O	93)	20° 58' 40" N	71° 35' 15" O
55)	21° 12' 21" N	72° 11' 21" O	94)	20° 58' 39" N	71° 34' 13" O
56)	21° 11' 44" N	72° 10' 32" O	95)	20° 58' 38" N	71° 33' 11" O
57)	21° 11' 07" N	72° 09' 43" O	96)	20° 58' 36" N	71° 32' 10" O
58)	21° 10' 30" N	72° 08' 53" O	97)	20° 58' 35" N	71° 31' 08" O
59)	21° 09' 53" N	72° 08' 04" O	98)	20° 58' 33" N	71° 30' 06" O
60)	21° 09' 16" N	72° 07' 15" O	99)	20° 58' 32" N	71° 29' 04" O
61)	21° 08' 39" N	72° 06' 25" O	100)	20° 58' 31" N	71° 28' 02" O
62)	21° 08' 02" N	72° 05' 36" O	101)	20° 58' 29" N	71° 27' 00" O
63)	21° 07' 25" N	72° 04' 47" O	102)	20° 58' 28" N	71° 25' 59" O
64)	21° 06' 48" N	72° 03' 57" O	103)	20° 58' 26" N	71° 24' 57" O
65)	21° 06' 11" N	72° 03' 08" O	104)	20° 58' 25" N	71° 23' 55" O
66)	21° 05' 34" N	72° 02' 19" O	105)	20° 58' 23" N	71° 22' 53" O
67)	21° 04' 57" N	72° 01' 30" O	106)	20° 58' 22" N	71° 21' 51" O
68)	21° 04' 20" N	72° 00' 40" O	107)	20° 58' 20" N	71° 20' 49" O
69)	21° 03' 43" N	71° 59' 51" O	108)	20° 58' 19" N	71° 19' 48" O
70)	21° 03' 06" N	71° 59' 02" O	109)	20° 58' 18" N	71° 18' 46" O
71)	21° 02' 29" N	71° 58' 13" O	110)	20° 58' 16" N	71° 17' 44" O
72)	21° 01' 52" N	71° 57' 23" O	111)	20° 58' 15" N	71° 16' 42" O
73)	21° 01' 15" N	71° 56' 34" O	112)	20° 58' 13" N	71° 15' 40" O
74)	21° 00' 38" N	71° 55' 45" O	113)	20° 58' 12" N	71° 14' 39" O
75)	20° 59' 57" N	71° 54' 37" O	114)	20° 58' 15" N	71° 13' 18" O
76)	20° 59' 23" N	71° 53' 26" O	115)	20° 58' 27" N	71° 11' 59" O
77)	20° 58' 56" N	71° 52' 10" O	116)	20° 58' 44" N	71° 10' 51" O
78)	20° 58' 36" N	71° 50' 53" O	117)	20° 58' 47" N	71° 10' 47" O
79)	20° 58' 28" N	71° 49' 58" O	118)	20° 59' 22" N	71° 09' 53" O
80)	20° 58' 20" N	71° 49' 03" O	119)	20° 59' 60" N	71° 09' 02" O
81)	20° 58' 12" N	71° 48' 09" O	120)	21° 00' 39" N	71° 08' 13" O
82)	20° 58' 04" N	71° 47' 14" O	121)	21° 01' 19" N	71° 07' 25" O
83)	20° 57' 55" N	71° 46' 20" O	122)	21° 03' 14" N	71° 05' 24" O
84)	20° 57' 44" N	71° 45' 24" O	123)	21° 03' 53" N	71° 04' 39" O
85)	20° 57' 33" N	71° 44' 29" O	124)	21° 05' 06" N	71° 03' 03" O
86)	20° 57' 21" N	71° 43' 09" O	125)	21° 05' 40" N	71° 02' 12" O
87)	20° 57' 18" N	71° 41' 49" O	126)	21° 06' 01" N	71° 01' 38" O
88)	20° 57' 21" N	71° 40' 28" O	127)	21° 06' 16" N	71° 01' 16" O
89)	20° 57' 33" N	71° 39' 09" O	128)	21° 06' 28" N	71° 01' 04" O
90)	20° 57' 53" N	71° 37' 51" O	129)	21° 07' 11" N	71° 00' 23" O
91)	20° 58' 20" N	71° 36' 36" O	130)	21° 07' 54" N	70° 59' 43" O

131)	21° 08' 37" N	70° 59' 02" O	170)	21° 40' 33" N	71° 00' 18" O
132)	21° 09' 20" N	70° 58' 22" O	171)	21° 41' 06" N	71° 01' 11" O
133)	21° 10' 03" N	70° 57' 41" O	172)	21° 41' 39" N	71° 02' 05" O
134)	21° 10' 46" N	70° 57' 01" O	173)	21° 42' 12" N	71° 02' 58" O
135)	21° 11' 29" N	70° 56' 20" O	174)	21° 42' 45" N	71° 03' 51" O
136)	21° 12' 12" N	70° 55' 40" O	175)	21° 43' 18" N	71° 04' 44" O
137)	21° 13' 11" N	70° 54' 49" O	176)	21° 43' 51" N	71° 05' 38" O
138)	21° 14' 14" N	70° 54' 05" O	177)	21° 44' 24" N	71° 06' 31" O
139)	21° 15' 22" N	70° 53' 28" O	178)	21° 44' 58" N	71° 07' 24" O
140)	21° 15' 23" N	70° 53' 28" O	179)	21° 45' 15" N	71° 07' 53" O
141)	21° 15' 26" N	70° 53' 26" O	180)	24° 23' 47" N	71° 07' 53" O
142)	21° 16' 36" N	70° 52' 57" O	181)	24° 25' 47" N	70° 54' 21" O
143)	21° 17' 13" N	70° 52' 46" O	182)	24° 26' 55" N	70° 31' 28" O
144)	21° 18' 26" N	70° 52' 25" O	183)	24° 25' 47" N	70° 08' 34" O
145)	21° 19' 41" N	70° 52' 13" O	184)	24° 22' 25" N	69° 45' 56" O
146)	21° 20' 22" N	70° 52' 07" O	185)	24° 16' 52" N	69° 23' 51" O
147)	21° 21' 03" N	70° 52' 01" O	186)	24° 15' 52" N	69° 20' 55" O
148)	21° 21' 44" N	70° 51' 55" O	187)	24° 14' 51" N	69° 17' 60" O
149)	21° 22' 60" N	70° 51' 51" O	188)	24° 13' 51" N	69° 15' 04" O
150)	21° 24' 15" N	70° 51' 55" O	189)	24° 12' 51" N	69° 12' 08" O
151)	21° 25' 30" N	70° 52' 08" O	190)	24° 11' 50" N	69° 09' 13" O
152)	21° 26' 43" N	70° 52' 29" O	191)	24° 10' 50" N	69° 06' 17" O
153)	21° 27' 54" N	70° 52' 57" O	192)	24° 09' 50" N	69° 03' 22" O
154)	21° 29' 01" N	70° 53' 34" O	193)	24° 08' 49" N	69° 00' 26" O
155)	21° 29' 20" N	70° 53' 46" O	194)	24° 07' 48" N	68° 57' 31" O
156)	21° 29' 27" N	70° 53' 48" O	195)	24° 06' 48" N	68° 54' 36" O
157)	21° 30' 07" N	70° 54' 10" O	196)	24° 05' 47" N	68° 51' 40" O
158)	21° 30' 47" N	70° 54' 31" O	197)	24° 04' 46" N	68° 48' 45" O
159)	21° 30' 52" N	70° 54' 34" O	198)	24° 03' 46" N	68° 45' 50" O
160)	21° 31' 07" N	70° 54' 38" O	199)	23° 56' 04" N	68° 24' 34" O
161)	21° 31' 58" N	70° 54' 53" O	200)	23° 46' 20" N	68° 04' 21" O
162)	21° 32' 49" N	70° 55' 08" O	201)	23° 44' 46" N	68° 01' 40" O
163)	21° 33' 40" N	70° 55' 23" O	202)	23° 43' 13" N	67° 58' 59" O
164)	21° 34' 31" N	70° 55' 38" O	203)	23° 41' 39" N	67° 56' 17" O
165)	21° 35' 42" N	70° 56' 07" O	204)	23° 40' 05" N	67° 53' 36" O
166)	21° 36' 49" N	70° 56' 43" O	205)	23° 38' 31" N	67° 50' 55" O
167)	21° 37' 53" N	70° 57' 27" O	206)	23° 36' 58" N	67° 48' 15" O
168)	21° 38' 51" N	70° 58' 18" O	207)	23° 35' 24" N	67° 45' 34" O
169)	21° 39' 45" N	70° 59' 15" O	208)	23° 33' 50" N	67° 42' 53" O

209)	23° 32' 16" N	67° 40' 12" O	248)	20° 24' 04" N	66° 48' 18" O
210)	23° 20' 36" N	67° 21' 17" O	249)	20° 22' 41" N	66° 49' 32" O
211)	23° 07' 09" N	67° 03' 51" O	250)	20° 21' 17" N	66° 50' 45" O
212)	22° 52' 04" N	66° 48' 05" O	251)	20° 19' 53" N	66° 51' 58" O
213)	22° 50' 17" N	66° 46' 20" O	252)	20° 19' 42" N	66° 52' 07" O
214)	22° 48' 30" N	66° 44' 36" O	253)	20° 18' 30" N	66° 53' 09" O
215)	22° 46' 43" N	66° 42' 52" O	254)	20° 17' 07" N	66° 54' 20" O
216)	22° 44' 56" N	66° 41' 08" O	255)	20° 15' 44" N	66° 55' 30" O
217)	22° 43' 10" N	66° 39' 24" O	256)	20° 14' 22" N	66° 56' 39" O
218)	22° 41' 06" N	66° 37' 22" O	257)	20° 12' 59" N	66° 57' 47" O
219)	22° 39' 02" N	66° 35' 21" O	258)	20° 11' 37" N	66° 58' 54" O
220)	22° 36' 58" N	66° 33' 19" O	259)	20° 10' 15" N	67° 00' 00" O
221)	22° 34' 54" N	66° 31' 18" O	260)	20° 08' 54" N	67° 01' 05" O
222)	22° 32' 50" N	66° 29' 17" O	261)	20° 07' 32" N	67° 02' 10" O
223)	22° 30' 46" N	66° 27' 16" O	262)	20° 06' 47" N	67° 02' 46" O
224)	22° 28' 42" N	66° 25' 14" O	263)	20° 06' 11" N	67° 03' 14" O
225)	22° 26' 38" N	66° 23' 13" O	264)	20° 05' 55" N	67° 03' 27" O
226)	22° 24' 34" N	66° 21' 12" O	265)	20° 04' 50" N	67° 04' 19" O
227)	22° 22' 30" N	66° 19' 11" O	266)	20° 03' 29" N	67° 05' 22" O
228)	22° 20' 25" N	66° 17' 10" O	267)	20° 02' 08" N	67° 06' 25" O
229)	22° 18' 21" N	66° 15' 09" O	268)	20° 01' 11" N	67° 07' 08" O
230)	22° 16' 17" N	66° 13' 09" O	269)	20° 00' 47" N	67° 07' 27" O
231)	22° 14' 13" N	66° 11' 08" O	270)	19° 59' 27" N	67° 08' 28" O
232)	22° 12' 09" N	66° 09' 07" O	271)	19° 58' 07" N	67° 09' 28" O
233)	22° 10' 04" N	66° 07' 06" O	272)	19° 56' 47" N	67° 10' 27" O
234)	22° 08' 00" N	66° 05' 06" O	273)	19° 55' 27" N	67° 11' 25" O
235)	21° 51' 27" N	65° 51' 14" O	274)	19° 54' 18" N	67° 12' 15" O
236)	21° 48' 17" N	65° 49' 07" O	275)	19° 54' 08" N	67° 12' 22" O
237)	21° 27' 32" N	66° 02' 15" O	276)	19° 52' 49" N	67° 13' 19" O
238)	20° 47' 06" N	66° 30' 08" O	277)	19° 51' 30" N	67° 14' 14" O
239)	20° 44' 52" N	66° 31' 50" O	278)	19° 50' 11" N	67° 15' 09" O
240)	20° 31' 01" N	66° 42' 20" O	279)	19° 48' 53" N	67° 16' 02" O
241)	20° 30' 05" N	66° 43' 02" O	280)	19° 47' 35" N	67° 16' 55" O
242)	20° 29' 40" N	66° 43' 22" O	281)	19° 47' 36" N	67° 16' 54" O
243)	20° 28' 48" N	66° 44' 04" O	282)	19° 47' 17" N	67° 17' 47" O
244)	20° 28' 18" N	66° 44' 31" O	283)	19° 46' 60" N	67° 18' 38" O
245)	20° 27' 36" N	66° 45' 08" O	284)	19° 44' 39" N	67° 18' 52" O
246)	20° 26' 53" N	66° 45' 48" O	285)	19° 44' 19" N	67° 19' 05" O
247)	20° 25' 29" N	66° 47' 03" O	286)	19° 43' 42" N	67° 19' 29" O

287)	19° 42' 25" N	67° 20' 19" O	326)	18° 57' 43" N	67° 44' 27" O
288)	19° 41' 08" N	67° 21' 08" O	327)	18° 56' 30" N	67° 45' 02" O
289)	19° 39' 51" N	67° 21' 57" O	328)	18° 55' 18" N	67° 45' 34" O
290)	19° 38' 34" N	67° 22' 44" O	329)	18° 54' 06" N	67° 46' 06" O
291)	19° 37' 18" N	67° 23' 31" O	330)	18° 52' 54" N	67° 46' 36" O
292)	19° 36' 02" N	67° 24' 16" O	331)	18° 51' 43" N	67° 47' 05" O
293)	19° 35' 57" N	67° 24' 19" O	332)	18° 50' 33" N	67° 47' 32" O
294)	19° 34' 46" N	67° 25' 01" O	333)	18° 50' 21" N	67° 47' 36" O
295)	19° 33' 31" N	67° 25' 46" O	334)	18° 49' 22" N	67° 47' 58" O
296)	19° 32' 15" N	67° 26' 29" O	335)	18° 48' 12" N	67° 48' 22" O
297)	19° 31' 00" N	67° 27' 12" O	336)	18° 42' 21" N	67° 50' 18" O
298)	19° 29' 45" N	67° 27' 53" O	337)	18° 42' 09" N	67° 50' 23" O
299)	19° 28' 31" N	67° 28' 34" O	338)	18° 36' 48" N	67° 52' 11" O
300)	19° 27' 16" N	67° 29' 13" O	339)	18° 35' 59" N	67° 52' 27" O
301)	19° 26' 03" N	67° 29' 52" O	340)	18° 35' 10" N	67° 52' 42" O
302)	19° 24' 49" N	67° 30' 29" O	341)	18° 24' 17" N	67° 55' 46" O
303)	19° 23' 35" N	67° 31' 06" O	342)	18° 23' 19" N	67° 56' 02" O
304)	19° 22' 22" N	67° 31' 42" O	343)	18° 22' 20" N	67° 56' 16" O
305)	19° 21' 09" N	67° 32' 16" O	344)	18° 21' 46" N	67° 56' 23" O
306)	19° 19' 57" N	67° 32' 50" O	345)	18° 21' 48" N	67° 57' 09" O
307)	19° 18' 45" N	67° 33' 23" O	346)	18° 21' 48" N	67° 57' 11" O
308)	19° 17' 33" N	67° 33' 55" O	347)	18° 21' 44" N	67° 58' 30" O
309)	19° 16' 21" N	67° 34' 25" O	348)	18° 21' 33" N	67° 59' 48" O
310)	19° 15' 10" N	67° 34' 55" O	349)	18° 21' 13" N	68° 01' 05" O
311)	19° 13' 58" N	67° 35' 24" O	350)	18° 20' 46" N	68° 02' 19" O
312)	19° 13' 11" N	67° 35' 43" O	351)	18° 20' 11" N	68° 03' 29" O
313)	19° 12' 48" N	67° 35' 52" O	352)	18° 19' 30" N	68° 04' 36" O
314)	19° 12' 18" N	67° 36' 04" O	353)	18° 18' 43" N	68° 05' 37" O
315)	19° 11' 33" N	67° 36' 34" O	354)	18° 18' 38" N	68° 05' 43" O
316)	19° 10' 15" N	67° 37' 24" O	355)	18° 17' 45" N	68° 06' 38" O
317)	19° 08' 58" N	67° 38' 13" O	356)	18° 16' 46" N	68° 07' 28" O
318)	19° 07' 41" N	67° 39' 00" O	357)	18° 15' 42" N	68° 08' 11" O
319)	19° 06' 25" N	67° 39' 46" O	358)	18° 14' 35" N	68° 08' 47" O
320)	19° 05' 09" N	67° 20' 31" O	359)	18° 13' 24" N	68° 09' 16" O
321)	19° 03' 54" N	67° 41' 14" O	360)	18° 13' 21" N	68° 09' 17" O
322)	19° 02' 39" N	67° 41' 55" O	361)	18° 13' 18" N	68° 09' 18" O
323)	19° 01' 24" N	67° 42' 35" O	362)	18° 12' 05" N	68° 09' 38" O
324)	19° 00' 10" N	67° 43' 14" O	363)	18° 10' 50" N	68° 09' 50" O
325)	18° 58' 56" N	67° 43' 51" O	364)	18° 09' 35" N	68° 09' 54" O

365)	18° 09' 32" N	68° 09' 54" O	404)	17° 10' 49" N	68° 00' 02" O
366)	18° 08' 17" N	68° 09' 50" O	405)	16° 29' 01" N	68° 05' 50" O
367)	18° 07' 02" N	68° 09' 38" O	406)	15° 11' 40" N	68° 16' 28" O
368)	18° 06' 15" N	68° 09' 24" O	407)	15° 12' 54" N	68° 28' 54" O
369)	18° 05' 02" N	68° 09' 28" O	408)	15° 14' 31" N	68° 51' 42" O
370)	18° 04' 51" N	68° 09' 28" O	409)	15° 18' 03" N	69° 29' 28" O
371)	18° 03' 35" N	68° 09' 24" O	410)	15° 17' 39" N	69° 32' 31" O
372)	18° 02' 21" N	68° 09' 12" O	411)	15° 17' 15" N	69° 35' 34" O
373)	18° 01' 07" N	68° 08' 51" O	412)	15° 16' 50" N	69° 38' 37" O
374)	17° 59' 57" N	68° 08' 23" O	413)	15° 16' 26" N	69° 41' 40" O
375)	17° 59' 55" N	68° 08' 22" O	414)	15° 16' 02" N	69° 44' 43" O
376)	17° 58' 47" N	68° 07' 46" O	415)	15° 15' 38" N	69° 47' 46" O
377)	17° 57' 44" N	68° 07' 02" O	416)	15° 15' 14" N	69° 50' 49" O
378)	17° 56' 45" N	68° 06' 13" O	417)	15° 14' 49" N	69° 53' 52" O
379)	17° 55' 52" N	68° 05' 17" O	418)	15° 14' 25" N	69° 56' 54" O
380)	17° 55' 04" N	68° 04' 15" O	419)	15° 14' 01" N	69° 59' 57" O
381)	17° 54' 31" N	68° 03' 21" O	420)	15° 13' 37" N	70° 03' 00" O
382)	17° 54' 28" N	68° 03' 18" O	421)	15° 13' 13" N	70° 06' 03" O
383)	17° 54' 22" N	68° 03' 08" O	422)	15° 12' 49" N	70° 09' 06" O
384)	17° 54' 13" N	68° 02' 57" O	423)	15° 12' 24" N	70° 12' 09" O
385)	17° 54' 11" N	68° 02' 54" O	424)	15° 12' 00" N	70° 15' 12" O
386)	17° 54' 05" N	68° 02' 45" O	425)	15° 11' 36" N	70° 18' 14" O
387)	17° 53' 24" N	68° 01' 39" O	426)	15° 11' 12" N	70° 21' 17" O
388)	17° 52' 50" N	68° 00' 29" O	427)	15° 10' 48" N	70° 24' 20" O
389)	17° 52' 45" N	68° 00' 17" O	428)	15° 10' 23" N	70° 27' 23" O
390)	17° 52' 43" N	68° 00' 13" O	429)	15° 09' 59" N	70° 30' 26" O
391)	17° 52' 42" N	68° 00' 11" O	430)	15° 09' 35" N	70° 33' 28" O
392)	17° 52' 13" N	67° 59' 10" O	431)	15° 09' 11" N	70° 36' 31" O
393)	17° 52' 11" N	67° 59' 06" O	432)	15° 08' 47" N	70° 39' 34" O
394)	17° 52' 10" N	67° 59' 04" O	433)	15° 08' 23" N	70° 42' 37" O
395)	17° 51' 43" N	67° 57' 50" O	434)	15° 07' 58" N	70° 45' 40" O
396)	17° 51' 24" N	67° 56' 34" O	435)	15° 07' 34" N	70° 48' 42" O
397)	17° 51' 12" N	67° 55' 18" O	436)	15° 07' 10" N	70° 51' 45" O
398)	17° 51' 09" N	67° 55' 17" O	437)	15° 06' 46" N	70° 54' 48" O
399)	17° 50' 08" N	67° 55' 02" O	438)	15° 06' 22" N	70° 57' 51" O
400)	17° 49' 57" N	67° 55' 04" O	439)	15° 05' 57" N	71° 00' 53" O
401)	17° 48' 56" N	67° 55' 12" O	440)	15° 05' 33" N	71° 03' 56" O
402)	17° 27' 53" N	67° 57' 52" O	441)	15° 05' 09" N	71° 06' 59" O
403)	17° 19' 21" N	67° 58' 57" O	442)	15° 04' 45" N	71° 10' 02" O

443)	15° 04' 21" N	71° 13' 04" O	471)	15° 01' 26" N	72° 38' 34" O
444)	15° 03' 57" N	71° 16' 07" O	472)	15° 01' 29" N	72° 41' 37" O
445)	15° 03' 32" N	71° 19' 10" O	473)	15° 01' 31" N	72° 44' 41" O
446)	15° 03' 08" N	71° 22' 12" O	475)	15° 01' 33" N	72° 47' 44" O
447)	15° 02' 44" N	71° 25' 15" O	475)	15° 01' 36" N	72° 50' 47" O
448)	15° 02' 20" N	71° 28' 18" O	476)	15° 01' 38" N	72° 53' 51" O
449)	15° 01' 56" N	71° 31' 21" O	477)	15° 01' 40" N	72° 56' 54" O
450)	15° 01' 31" N	71° 34' 23" O	478)	15° 01' 42" N	72° 59' 58" O
451)	15° 01' 07" N	71° 37' 26" O	479)	15° 01' 45" N	73° 03' 01" O
452)	15° 00' 43" N	71° 40' 29" O	480)	15° 01' 47" N	73° 06' 05" O
453)	15° 00' 45" N	71° 43' 32" O	481)	15° 01' 49" N	73° 09' 08" O
454)	15° 00' 48" N	71° 46' 35" O	482)	15° 01' 52" N	73° 12' 12" O
455)	15° 00' 50" N	71° 49' 39" O	483)	15° 01' 54" N	73° 15' 15" O
456)	15° 00' 52" N	71° 52' 42" O	484)	15° 01' 56" N	73° 18' 18" O
457)	15° 00' 54" N	71° 55' 46" O	485)	15° 01' 58" N	73° 21' 22" O
458)	15° 00' 57" N	71° 58' 49" O	486)	15° 02' 01" N	73° 24' 25" O
459)	15° 00' 59" N	72° 01' 53" O	487)	15° 02' 03" N	73° 27' 29" O
460)	15° 01' 01" N	72° 04' 56" O	488)	15° 13' 16" N	73° 23' 29" O
461)	15° 01' 04" N	72° 07' 59" O	489)	15° 36' 02" N	73° 15' 22" O
462)	15° 01' 06" N	72° 11' 03" O	490)	16° 09' 21" N	73° 03' 29" O
463)	15° 01' 08" N	72° 14' 06" O	491)	16° 49' 03" N	72° 49' 20" O
464)	15° 01' 10" N	72° 17' 10" O	492)	16° 49' 60" N	72° 48' 60" O
465)	15° 01' 13" N	72° 20' 13" O	493)	16° 50' 00" N	72° 48' 60" O
466)	15° 01' 15" N	72° 23' 17" O	494)	17° 49' 03" N	72° 05' 29" O
467)	15° 01' 17" N	72° 26' 20" O	495)	17° 49' 03" N	72° 05' 29" O
468)	15° 01' 20" N	72° 29' 23" O	496)	18° 01' 54" N	71° 45' 36" O
469)	15° 01' 22" N	72° 32' 27" O	497)	18° 01' 40" N	71° 45' 34" O
470)	15° 01' 24" N	72° 35' 30" O			

(Système géodésique : WGS 84)

Paragraphe additionnel. Les points limitrophes susmentionnés sont des points géodésiques et peuvent être modifiés à la lumière des valeurs correspondantes après vérification sur place par l'État dominicain.

#### *Article 15*

Dans la zone économique exclusive, la République dominicaine exerce la juridiction prévue par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer faite à Montego Bay en 1982.

#### *Article 16*

Il est institué un organisme de droit public dénommé Autorité nationale des affaires maritimes ayant pour principale attribution de veiller à la conservation et à la mise en valeur des ressources biologiques et autres de la mer ainsi que du fond de la mer et de son sous-sol et de promouvoir la recherche dans ce domaine.

L'Autorité représente l'État dominicain, aux plans interne et externe, pour toutes les questions relatives à la mer et à ses utilisations ainsi qu'aux droits y afférents.

Paragraphe additionnel. L'établissement d'un répertoire des ressources biologiques et autres, renouvelables ou non, qui existent dans les eaux de la zone économique exclusive ainsi que dans les fonds marins de celle-ci et dans leur sous-sol, et la récupération des trésors transportés par les bâtiments ayant jadis fait naufrage à l'intérieur de la zone économique exclusive, qui font partie du patrimoine culturel national, sont considérés comme relevant des intérêts supérieurs de la nation.

#### *Article 17*

L'Autorité nationale des affaires maritimes concernant la zone économique exclusive est dirigée par un organe collégial composé comme suit :

- a) Un président désigné par le pouvoir exécutif, avec rang de Secrétaire d'État;
- b) Le Secrétariat d'État à l'industrie et au commerce;
- c) L'Autorité portuaire dominicaine;
- d) Le Secrétariat d'État à l'environnement et aux ressources naturelles;
- e) La Marine de guerre.

Paragraphe additionnel I. Les crédits qu'exige le fonctionnement dudit organe sont ouverts chaque année au budget de l'État et dans la loi de finances.

Paragraphe additionnel II. Il est constitué un Comité consultatif multisectoriel qui participera avec voix délibérative au processus de prise de décisions et qui agira à la demande du Président de l'Autorité nationale des affaires maritimes. Ledit comité est constitué comme suit : la Marine de guerre, la Ligue navale dominicaine, l'Université autonome de Saint-Domingue, un représentant des universités privées, l'Académie des sciences de la République dominicaine et un représentant des associations d'entreprises.

#### *Article 18*

La Marine de guerre et les Forces armées de la République dominicaine coordonnent et appuient les plans de défense et de surveillance établis par l'Autorité nationale des affaires maritimes.

#### *Article 19*

La période comprise entre le 13 mars et le 14 avril de chaque année est proclamée Mois de la mer dans le but de promouvoir la diffusion des connaissances concernant la mer et ses ressources.

#### *Article 20*

Les points géodésiques établis dans la présente loi se rapportent aux espaces maritimes de la République dominicaine, aux lignes de base archipélagiques et aux lignes de délimitation de la zone économique exclusive, comme indiqué dans la carte jointe en annexe à la présente loi.

#### *Article 21*

L'État dominicain entamera les démarches nécessaires pour parvenir de manière harmonieuse et favorable aux délimitations en suspens avec les États tiers, conformément aux principes établis dans la présente loi.

#### *Article 22*

L'Autorité nationale des affaires maritimes promulgue les règlements nécessaires à l'application de la présente loi.

## ABROGATION

### *Article 23*

La présente loi abroge et remplace la loi n° 186 du 13 septembre 1967 relative à la mer territoriale de la République dominicaine, telle qu'elle a été modifiée, ainsi que toute autre loi incompatible avec elle.

ADOPTÉE dans la Salle de réunion de la Chambre des députés, Palais du Congrès national, à Santo Domingo de Guzmán, Distrito nacional, capitale de la République dominicaine, le 4 avril 2006, 163<sup>e</sup> année de l'Indépendance et 143<sup>e</sup> année de la Restauration.

*Le Président,*  
(Signé) Alfredo PACHECO OSORIA

*La Secrétaire,*  
(Signé) Severina GIL CARRERAS

*La Secrétaire,*  
(Signé) Josefina Alt. MARTE DURÁN

ADOPTÉE dans la Salle de réunion du Sénat, Palais du Congrès national, à Santo Domingo de Guzmán, Distrito nacional, capitale de la République dominicaine, le 26 juillet 2006, 163<sup>e</sup> année de l'Indépendance et 143<sup>e</sup> année de la Restauration.

*Le Président,*  
(Signé) Andrés BAUTISTA GARCÍA

*Le Secrétaire,*  
(Signé) Enriquillo REYES RAMIREZ

*Le Secrétaire,*  
(Signé) Pedro José ALEGRÍA SOTO

Leonel Fernández Reyna, Président de la République dominicaine

Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés par l'article 55 de la Constitution de la République, JE PROMULGUE la présente loi et ordonne sa publication au Journal officiel pour diffusion et application.

FAIT à Santo Domingo de Guzmán, Distrito nacional, capitale de la République dominicaine, le 22 mai 2007, 164<sup>e</sup> année de l'Indépendance et 144<sup>e</sup> année de la Restauration.

(Signé) Leonel Fernández REYNA

## B.— TRAITÉS BILATÉRAUX

### Mexique et Honduras

#### *Traité sur la délimitation maritime entre le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République du Honduras*

*Tegucigalpa, 18 avril 2005<sup>3</sup>*

Le Gouvernement des États-Unis du Mexique et le Gouvernement de la République du Honduras, ci-après dénommés « les Parties »,

*Désireux* de délimiter leurs zones économiques exclusives conformément aux dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982,

*Rappelant* que l'article 74 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dispose que la délimitation de la zone économique exclusive entre États dont les côtes sont adjacentes ou se font face est effectuée par voie d'accord conformément au droit international tel qu'il est visé à l'article 38 du Statut de la Cour internationale de Justice, afin d'aboutir à une solution équitable,

*Confirmant* la négociation d'un traité sur les limites de leurs zones économiques exclusives respectives engagée depuis le mois de juillet 2003, dans le cadre de la Conférence des Caraïbes sur la délimitation maritime convoquée par le Gouvernement des États-Unis du Mexique,

*Saluant* les traditionnelles relations d'amitié et de fraternité entre les peuples et les gouvernements des deux États,

*Sont convenus* des dispositions suivantes :

#### *Article I*

La ligne de délimitation maritime entre les États-Unis du Mexique et la République du Honduras dans la mer des Caraïbes est constituée par les lignes géodésiques qui joignent les points définis par les coordonnées ci-après :

<i>Point</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>	<i>Système de référence</i>
HM1	17° 47' 06,175" N	86° 09' 18,380" O	ITRF 92/WGS 84 (1150)
HM2	17° 57' 23,163" N	85° 54' 31,411" O	ITRF 92/WGS 84 (1150)
HM3	18° 11' 34,596" N	85° 31' 07,461" O	ITRF 92/WGS 84 (1150)
HM4	19° 08' 29,893" N	85° 07' 12,812" O	ITRF 92/WGS 84 (1150)
HM5	19° 26' 55,507" N	84° 45' 02,434" O	ITRF 92/WGS 84 (1150)
XIX	19° 32' 25,800" N	84° 38' 30,660" O	NAD 27

*Note* : Le point dénommé HM1 est le tripoint entre le Mexique, le Honduras et le Belize. Le point dénommé XIX est le tripoint entre le Mexique, le Honduras et Cuba.

La ligne de délimitation maritime ainsi convenue est représentée, aux seules fins d'illustration, sur la carte signée par les plénipotentiaires figurant en annexe au présent Traité, étant entendu que, en cas de divergences entre cette carte et les coordonnées, ces dernières prévalent.

<sup>3</sup> Enregistré auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies le 8 février 2007. Numéro d'enregistrement I-43571. Date d'entrée en vigueur : 30 novembre 2006. Original : espagnol.

## *Article II*

Les Parties conviennent de coopérer entre elles, dans la zone délimitée, aux fins de la protection et de la préservation du milieu marin conformément à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, se réservant de créer, en temps opportun, une Commission des affaires maritimes chargée de coordonner cette coopération, qui pourra comprendre des programmes dans les domaines suivants :

- a) Sécurité de la navigation;
- b) Recherche et sauvetage;
- c) Études hydrographiques;
- d) Recherche scientifique;
- e) Préservation et protection de l'environnement; et
- f) Autres domaines d'intérêt commun.

Ces programmes pourront faire l'objet de concertations et d'accords entre les deux gouvernements dans le cadre de conventions ultérieures.

## *Article III*

En cas de confirmation de la présence de gisements d'hydrocarbures transfrontaliers ou répartis entre les deux pays, les Parties conviennent de mettre en commun les informations susceptibles de faciliter une meilleure connaissance desdits gisements et de conclure un accord qui permette de les exploiter de façon efficace et équitable.

## *Article IV*

Aucune des Parties ne pourra revendiquer ou exercer, à quelque fin que ce soit, la souveraineté, des droits souverains ou une juridiction quelconque sur les eaux, le sol et le sous-sol des zones maritimes de l'autre Partie délimitées par le présent Traité.

## *Article V*

Tout différend qui pourrait s'élever sur l'interprétation ou l'application du présent Traité sera résolu entre les deux gouvernements par les moyens de règlement pacifique des différends prévus à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

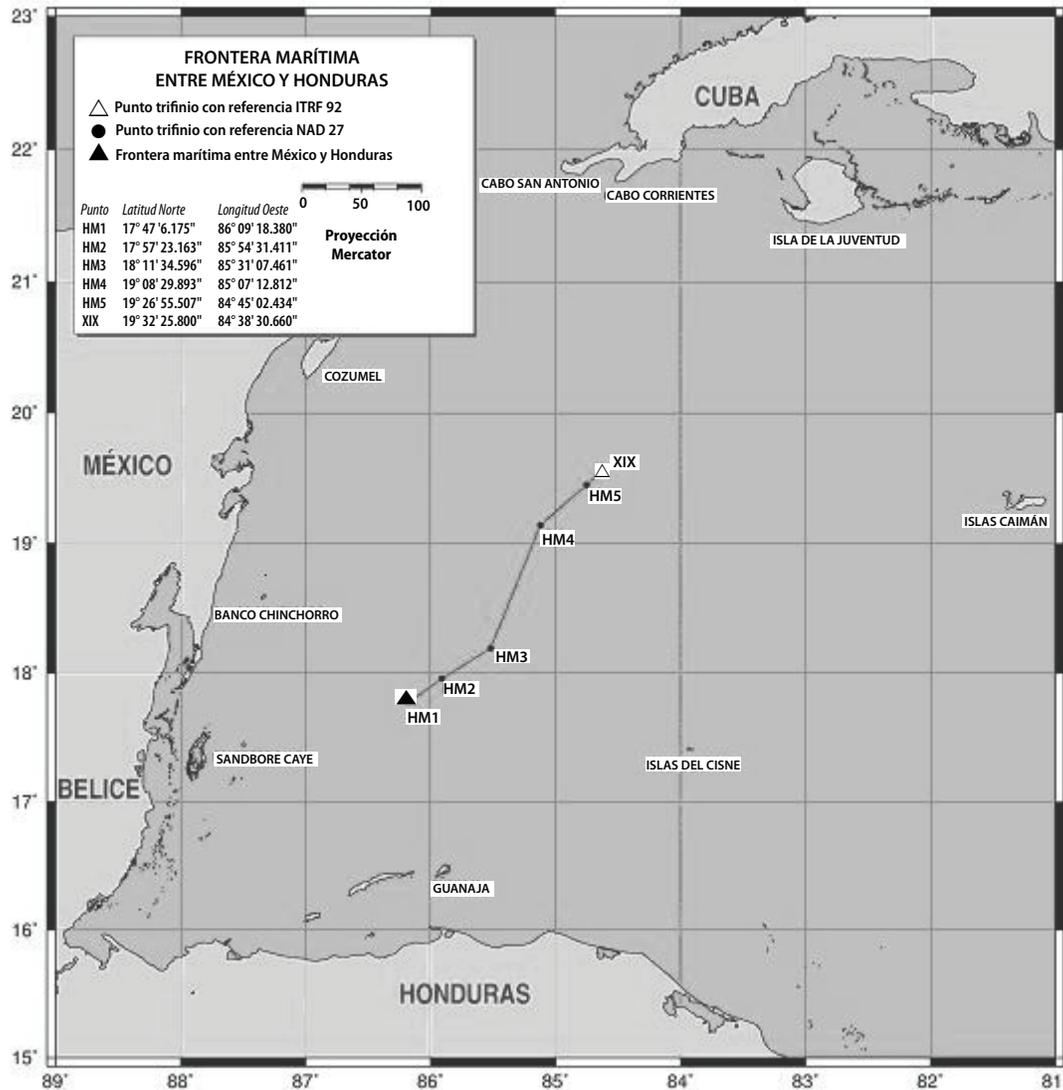
## *Article VI*

Le présent Traité entrera en vigueur trente jours après la date de la dernière des communications par lesquelles l'une et l'autre Parties se seront notifiées par écrit, par la voie diplomatique, l'accomplissement des formalités légales nécessaires à cet effet.

Signé en la ville de Tegucigalpa, M. D. C., au Honduras, le dix-huit avril deux mille cinq, en deux exemplaires originaux en langue espagnole, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement des États-Unis du Mexique :*  
(Signé) Luis Ernesto DERBEZ BAUTISTA,  
Secrétaire aux relations extérieures

*Pour le Gouvernement de la République du Honduras :*  
(Signé) Leónidas ROSA BAUTISTA,  
Secrétaire aux relations extérieures



## C. — COMMUNICATIONS DES ÉTATS

### 1. Pérou

#### *Réponse à l'objection du Gouvernement chilien concernant la loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou<sup>4</sup>*

Le Gouvernement péruvien a pris note du document intitulé « Objection du Gouvernement chilien à la “Ley de Líneas de Base del Dominio Marítimo del Perú” adressée à l’Organisation des Nations Unies », posté sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l’Organisation des Nations Unies le 29 mai 2007.

<sup>4</sup> Transmise par une note verbale en date du 9 août 2007 adressée au Secrétariat de l’Organisation des Nations Unies par la Mission permanente du Pérou. Texte en espagnol avec une traduction officielle en anglais. La « loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou » et l’Objection du Gouvernement chilien à cette loi ont été publiées toutes deux dans le *Bulletin du droit de la mer* n° 64.

Le Gouvernement péruvien déclare par les présentes que :

1. Le point n° 266 mentionné dans la loi n° 28621 (loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou) correspond au point dénommé expressément « Concordia » dans le Traité du 3 juin 1929, qui délimitait à perpétuité la frontière entre les territoires du Pérou et du Chili.

2. L'article 2 du Traité de 1929 déclare que « Le territoire de Tacna et d'Arica est divisé en deux parties, Tacna étant allouée au Pérou et Arica au Chili. La ligne de démarcation entre les deux parties et, par conséquent, la frontière entre les territoires du Chili et du Pérou, commence à un point de la côte qui sera dénommé "Concordia", à dix kilomètres au nord du pont traversant le fleuve Lluta. Elle se poursuit en direction de l'est parallèlement à la section chilienne de la ligne du chemin de fer Arica-La Paz et à une distance de 10 kilomètres de celle-ci [...] »

3. Au cours des travaux de démarcation entrepris par la Commission mixte en 1930, les Gouvernements péruvien et chilien, conformément aux dispositions dudit Traité, ont convenu que la frontière commence à l'intersection dans l'océan Pacifique d'un arc d'un rayon de 10 kilomètres, tracé en direction de l'Ouest à partir d'un point situé à dix kilomètres au nord du pont traversant le fleuve Lluta.

4. Le point d'intersection entre cet arc frontière et l'océan Pacifique est clairement visible sur les cartes établies par Enrique Brieba, représentant du Chili à la Commission mixte en 1930, ainsi que sur les cartes officielles chiliennes de la rade d'Arica publiées jusqu'au 30 août 1998. De façon inexplicable, à compter de la dixième édition de ces cartes, parue en 1998, la ligne de cet arc frontière ne rejoint plus l'océan. Dans ces conditions, le point dénommé « Concordia » n'est plus indiqué comme point de départ de la frontière entre les territoires du Pérou et du Chili et la ligne frontière convenue par les deux pays dans le Traité du 3 juin 1929 et dans la délimitation de 1930 n'est plus reconnue.

5. La marque de frontière n° 1 n'est donc pas le point terminal terrestre. Le point terminal terrestre est l'intersection de la terre avec l'océan au point dénommé « Concordia », qui correspond au point n° 266 de la loi sur les lignes de base du domaine maritime du Pérou.

6. Il convient de rappeler que, faute d'un traité sur cette question, la délimitation maritime entre le Pérou et le Chili est un différend juridique non résolu qui doit être réglé conformément au droit international.

## 2. Chili

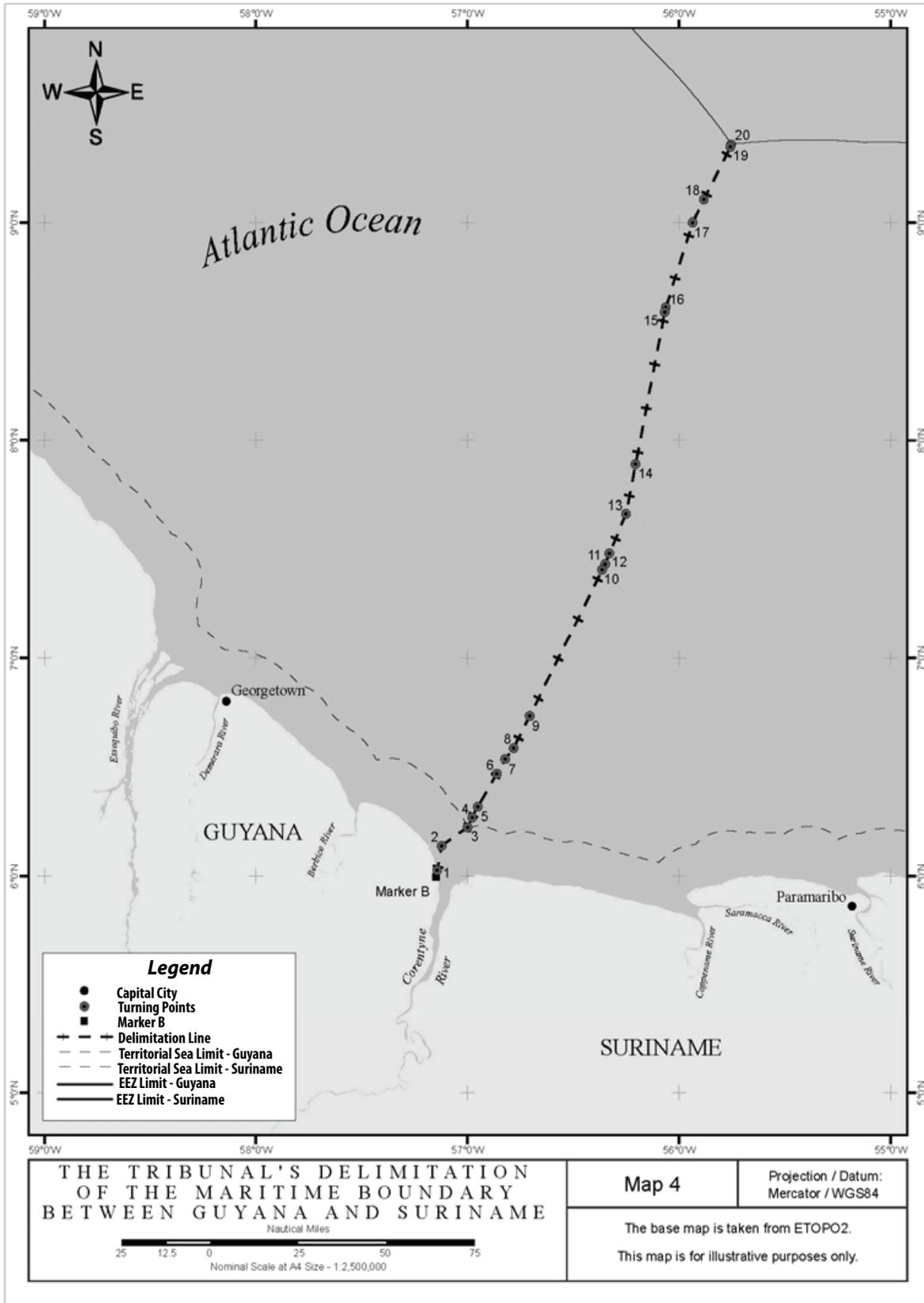
### *Déclaration du Gouvernement chilien relative à la publication du Décret suprême n° 047-2007-RE de la République du Pérou<sup>5</sup>*

La Division des affaires maritimes et du droit de la mer a récemment publié sur son site Web, dans la section sur la législation nationale et les traités, une copie du Décret suprême n° 047-2007-RE, adopté par le Gouvernement de la République du Pérou le 12 août 2007, et qui comprend une carte.

Le Gouvernement de la République du Chili souhaite signaler qu'il n'est pas d'accord avec l'utilisation par le Pérou de ce site Web en vue de la diffusion de positions contraires aux traités de délimitation maritime en vigueur avec le Chili. L'objectif du Décret suprême et de la carte susmentionnés est d'attribuer au Pérou une zone maritime qui est entière soumise à la souveraineté et aux droits souverains du Chili, ainsi qu'une zone adjacente de la haute mer. Les projections cartographiques retenues par le Pérou au sud du parallèle qui constitue la frontière maritime en vigueur avec le Chili ne sont pas acceptables et n'ont aucun effet juridique international. Le Chili et le Pérou ont établi leur frontière maritime sur la base du parallèle 18°21'03" de latitude sud, conformément à la Déclaration de Santiago de 1952 et à l'Accord de 1954 concernant la zone frontalière maritime spéciale. Cette frontière maritime a été matérialisée par les Actes des Représentants du Chili et du Pérou en date des 26 avril 1968 et 22 août 1969.

---

<sup>5</sup> Transmise par une note verbale en date du 10 septembre 2007 adressée à la Division des affaires maritimes et du droit de la mer par la Mission permanente du Chili, en espagnol avec une traduction anglaise. Le Décret suprême n° 047-2007-RE est publié dans le présent numéro du *Bulletin du droit de la mer*.



Le Gouvernement de la République du Chili tient à rappeler qu'il continuera d'exercer tous les droits correspondants aux espaces relevant de sa souveraineté et de sa juridiction, en pleine conformité avec le droit international.

#### D.—SENTENCES ET JUGEMENTS RÉCENTS

1. DISPOSITIF DE LA SENTENCE DU TRIBUNAL ARBITRAL ÉTABLI EN VERTU DE L'ARTICLE 287 ET CONFORMÉMENT À L'ANNEXE VII DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER, RENDUE LE 17 SEPTEMBRE 2007 DANS LE CAS D'UN ARBITRAGE ENTRE LE GUYANA ET LE SURINAME<sup>6</sup>

« 487. [...], Pour les raisons indiquées aux paragraphes 280, 406, 410 et 457 de la présente sentence, le Tribunal considère que :

- « i) Il est compétent pour délimiter, en traçant une frontière maritime unique, la mer territoriale, le plateau continental et la zone économique exclusive appartenant à chacune des Parties dans les zones maritimes qu'elles revendiquent toutes deux;
- « ii) Il est compétent pour examiner l'allégation du Guyana selon laquelle le Suriname a utilisé ou menacé d'utiliser la force, contrairement à la Convention, à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et au droit international général, et pour prendre une décision à cet égard;
- « iii) Il est compétent pour examiner les revendications respectives des Parties en vertu du paragraphe 3 de l'article 74 et du paragraphe 3 de l'article 83 de la Convention relatifs à l'obligation pour les États de faire tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique et de ne pas compromettre ou entraver la conclusion d'un accord définitif, et pour prendre une décision à cet égard.

« 488. En conséquence, compte tenu des considérations et motifs ci-dessus, LE TRIBUNAL ARBITRAL CONCLUT À L'UNANIMITÉ QUE :

« 1. La frontière maritime internationale entre le Guyana et le Suriname correspond à une série de lignes géodésiques reliant les points dans l'ordre mentionné aux paragraphes 328 et 400 de la présente sentence et présentées, à des fins d'illustration seulement, sur la carte 4 de la page précédente<sup>7</sup>;

« 2. L'expulsion de la zone contestée de la plateforme pétrolière CGX et du navire de forage C.E. Thompson par le Suriname le 3 juin 2000 constitue une menace d'utilisation de la force contrairement à la Convention, à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et au droit international général. Toutefois, pour les motifs mentionnés aux paragraphes 450 et 452 de la présente sentence, la demande du Guyana d'une décision destinée à empêcher le Suriname de recourir à de nouvelles menaces d'utilisation de la force et sa demande d'indemnisation sont rejetées;

« 3. Tant le Guyana que le Suriname ont violé leurs obligations en vertu du paragraphe 3 de l'article 74 et du paragraphe 3 de l'article 83 de la Convention relatifs à l'obligation pour les États de faire tout leur possible pour conclure des arrangements provisoires de caractère pratique et de ne pas compromettre ou entraver la conclusion d'un accord définitif;

« 4. Les revendications des Parties incompatibles avec la présente sentence sont rejetées. »

---

<sup>6</sup> Source : <http://www.pca-cap.org/upload/files/Guyana-Surinae%20Awaed.pdf>. Le texte complet de la sentence est disponible sur ce site.

<sup>7</sup> Page 35 du présent *Bulletin*.

2. TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER :  
AFFAIRE DU *HOSHINMARU* (JAPON C. FÉDÉRATION DE RUSSIE)

*Prompte mainlevée*

*Jugement du 6 août 2007*<sup>8</sup>

Le Tribunal international du droit de la mer a rendu aujourd'hui son arrêt en l'affaire du *Hoshinmaru* (Japon c. Fédération de Russie), prompte mainlevée, et a ordonné la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire de pêche, dès le dépôt d'une caution de 10 millions de roubles (environ 392 000 dollars des États-Unis). M. le juge Rüdiger Wolfrum, Président du Tribunal, a donné lecture de l'arrêt au cours d'une audience publique tenue au Tribunal.

La demande de mainlevée de l'immobilisation du *Hoshinmaru* a été portée devant le Tribunal le 6 juillet 2007 par le Japon, État du pavillon du navire, contre la Fédération de Russie, au titre de l'article 292 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le différend concerne l'immobilisation du navire de pêche *Hoshinmaru* par les autorités de la Fédération de Russie pour infraction présumée à la législation nationale sur la pêche dans la zone économique exclusive.

ARRÊT

Le Tribunal constate d'abord que les critères auxquels il faut répondre pour fonder sa compétence sont remplis en l'espèce. Le Tribunal examine ensuite l'objection à la recevabilité de la demande présentée par le défendeur. À cet égard, on peut noter que, si l'État qui a procédé à l'immobilisation du navire n'avait fixé aucune caution au moment du dépôt de la demande, à savoir le 6 juillet 2007, une caution de 25 millions de roubles (environ 980 000 dollars des États-Unis) a été fixée ultérieurement par le défendeur, le 13 juillet 2007. Le montant de la caution a été réduit par la suite à 22 millions de roubles pendant les audiences concernant l'affaire. Sur cette base, le défendeur prétend que la demande n'est pas recevable, au motif qu'une caution avait été fixée. Le demandeur pour sa part soutient que le montant de la caution n'est pas raisonnable et, partant, que la caution ne répond pas aux critères de l'article 292 de la Convention. Le Tribunal estime que la fixation de la caution par le défendeur ne rend pas la demande sans objet, que le différend opposant les parties n'a donc pas changé de nature mais qu'il est désormais plus circonscrit et concerne le caractère raisonnable de la caution. Pour ces raisons, le Tribunal conclut que la demande est recevable.

Le Tribunal examine ensuite la revendication du Japon selon laquelle la Fédération de Russie n'a pas respecté les dispositions de la Convention concernant la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire et la prompte libération de son équipage dès le dépôt d'une caution raisonnable. Le Tribunal constate d'abord que le défendeur a fixé une caution pour la mainlevée de l'immobilisation du navire et la libération de son équipage seulement sept jours après le dépôt de la demande de prompte mainlevée et plus de cinq semaines après la saisie du navire, en dépit des requêtes dans ce sens faites par le demandeur. Le Tribunal note que les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le capitaine et l'équipage sont toujours détenus, en même temps que le navire, dans le port de Petropavlovsk-Kamtchatskii. Le Tribunal prend acte de la déclaration du défendeur selon laquelle les restrictions à la liberté de mouvement du capitaine ont été levées le 16 juillet 2007 et note en outre que le capitaine et l'équipage se trouvent toujours en Fédération de Russie.

En ce qui concerne la caution fixée le 13 juillet 2007, le défendeur conteste l'allégation faite par le demandeur, à savoir que la caution n'a pas été fixée promptement. Toutefois, les deux parties conviennent en principe qu'une caution devrait être fixée dans un délai raisonnable, compte tenu de la complexité de l'espèce. Le Tribunal relève que la Convention ne fixe pas de délai précis pour la fixation d'une caution et que, compte tenu de l'objet et du but de l'article 292 de la Convention, le délai requis pour fixer une caution devrait être raisonnable.

---

<sup>8</sup> Texte du communiqué de presse ITLOS/Press 112, 6 août 2007, intitulé : Le Tribunal rend son arrêt en l'affaire n° 14. Le Tribunal ordonne la mainlevée de l'immobilisation du *Hoshinmaru* dès le dépôt d'une caution de 10 millions de roubles.

Le Tribunal en vient ensuite au caractère raisonnable de la caution fixée par le défendeur et examine les facteurs à prendre en compte pour déterminer le caractère raisonnable d'une caution, réaffirmant la jurisprudence qu'il a élaborée dans ses arrêts antérieurs.

Le Tribunal note que le défendeur justifie le montant de la caution, 22 millions de roubles, au motif qu'elle a été établie sur la base des amendes dont seraient passibles le capitaine et le propriétaire du navire, soit une sanction calculée compte tenu de la quantité de saumon rouge qui aurait été capturée illicitement, de la valeur du navire et des frais administratifs encourus par les autorités russes pour mener l'enquête. Le défendeur fait valoir que ces critères ont été spécifiés dans le cadre de la Commission russo-japonaise sur la pêche et que le Japon les a acceptés.

Le Tribunal estime que, en particulier entre États qui entretiennent des relations de longue date dans le domaine de la pêche, une procédure arrêtée d'un commun accord visant la fixation de cautions en cas de saisie de navires de pêche peut contribuer à la confiance mutuelle, aider à surmonter les malentendus et prévenir les différends.

Le Tribunal reconnaît que le procès-verbal ou le compte rendu d'une commission mixte, tel que la Commission russo-japonaise sur la pêche, peut fort bien être la source de droits et obligations entre parties, mais il ne considère pas en l'espèce que les éléments d'information qui lui ont été soumis suffisent à établir que les représentants du Japon ont donné leur acquiescement à la procédure de calcul de la caution.

Bien que le Tribunal estime qu'une infraction aux règles relatives à l'établissement de rapports puisse être sanctionnée par l'État qui a procédé à la saisie, il ne considère pas raisonnable qu'une caution puisse être fixée sur la base des sanctions maximales dont le propriétaire et le capitaine sont passibles et il ne considère pas raisonnable non plus que, en l'espèce, la caution doive être calculée sur la base de la confiscation du navire. Le Tribunal considère donc que le montant de la caution fixée par la Fédération de Russie n'est pas raisonnable.

S'agissant de la fixation d'une caution raisonnable aux fins de la mainlevée de l'immobilisation du navire, le Tribunal fait observer que le montant de la caution devrait être proportionnel à la gravité des infractions présumées.

Le Tribunal note que le défendeur considère que le délit commis par le capitaine du *Hoshinmaru* est grave et que le fait de déclarer 20 tonnes de saumon rouge cru comme étant du saumon kéta, meilleur marché, constitue un exemple classique de pêche illicite, non réglementée et non déclarée. Le Tribunal note que l'affaire en question se distingue des affaires dont il a eu à connaître précédemment, car elle ne concerne pas la pêche sans permis. Il estime néanmoins que l'infraction commise par le capitaine du *Hoshinmaru* ne devrait pas être considérée comme une infraction mineure ou comme une infraction purement technique. Le Tribunal déclare que la surveillance exacte des captures est l'un des moyens essentiels de gérer les ressources biologiques marines. Il observe que non seulement la Fédération de Russie a le droit d'appliquer et de mettre en œuvre des mesures de gestion des ressources biologiques marines, mais qu'en outre les dispositions pertinentes de la Convention devraient également être prises en compte pour éviter que les ressources biologiques de la zone économique exclusive ne soient compromises par une surexploitation.

Pour ces motifs, le Tribunal estime que la caution devrait être de 10 millions de roubles.

Le dispositif de l'arrêt est libellé comme suit :

LE TRIBUNAL,

1) À l'unanimité,

Dit que le Tribunal est compétent aux termes de l'article 292 de la Convention pour connaître de la demande faite par le Japon.

2) À l'unanimité,

Dit que la demande concernant l'allégation de non-respect de l'article 73, paragraphe 2, de la Convention est recevable.

3) À l'unanimité,

Dit que l'allégation du demandeur, selon laquelle le défendeur n'a pas respecté les dispositions de l'article 73, paragraphe 2, de la Convention relatives à la prompte mainlevée de l'immobilisation du *Hoshinmaru*

et à la prompte libération de son équipage lorsqu'une caution ou une garantie suffisante a été fournie, est bien fondée.

4) À l'unanimité,

Décide que la Fédération de Russie devra procéder à la prompte mainlevée du *Hoshinmaru*, y compris la prise se trouvant à bord, dès le dépôt d'une caution ou d'une autre garantie telle qu'elle a été déterminée par le Tribunal, et que le capitaine et l'équipage pourront partir librement sans aucune condition.

5) À l'unanimité,

Décide que la caution s'élèvera à 10 millions de roubles.

6) À l'unanimité,

Décide que la caution de 10 millions de roubles, prendra la forme soit d'un versement sur le compte en banque indiqué par le défendeur, soit, si le demandeur le préfère, d'une garantie bancaire d'une banque présente dans la Fédération de Russie ou ayant des accords de correspondance avec une banque russe.

MM. les juges Kolodkin, Treves, Lucky et Türk ont joint à l'arrêt une déclaration. M. le juge Yanai a joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle.

Le texte de l'arrêt, des déclarations et des opinions individuelles est disponible sur le site Internet du Tribunal.

### 3. TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER : AFFAIRE DU *TOMIMARU* (JAPON C. FÉDÉRATION DE RUSSIE)

#### *Prompte mainlevée*

*Jugement du 6 août 2007<sup>9</sup>*

Le Tribunal international du droit de la mer a rendu aujourd'hui son arrêt en l'affaire du *Tomimaru* (Japon c. Fédération de Russie), prompte mainlevée. Dans son arrêt, le Tribunal conclut que la demande de la mainlevée de l'immobilisation du navire *Tomimaru* est sans objet. M. le juge Rüdiger Wolfrum, Président du Tribunal, a donné lecture de l'arrêt au cours d'une audience publique.

La demande de la mainlevée de l'immobilisation du *Tomimaru* a été portée devant le Tribunal le 6 juillet 2007 par le Japon, État du pavillon du navire, contre la Fédération de Russie, au titre de l'article 292 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le différend concerne l'immobilisation du navire de pêche *Tomimaru* par les autorités de la Fédération de Russie pour infraction présumée à la législation nationale sur la pêche dans la zone économique exclusive.

#### ARRÊT

S'agissant de la question de la compétence, le Tribunal constate que le Japon et la Fédération de Russie sont tous les deux États Parties à la Convention, que le Japon est l'État du pavillon du navire, que le *Tomimaru* était immobilisé dans la baie d'Avachinsky, et que le demandeur allègue que le défendeur n'a pas observé les dispositions de l'article 73, paragraphe 2, de la Convention prévoyant la prompte mainlevée de l'immobilisation d'un navire et la libération de son équipage dès le dépôt d'une caution raisonnable ou autre garantie financière. Le Tribunal dit que la demande de prompte mainlevée de l'immobilisation du navire a été faite par le Gouvernement japonais conformément aux dispositions des articles 110 et 111 du Règlement.

Le Tribunal examine les objections formulées par le défendeur quant à la recevabilité de la demande, aux motifs que la demande du demandeur tendant à ce qu'il soit procédé à la mainlevée de l'immobilisation du navire et à la libération de l'équipage « dans les termes et conditions que le Tribunal jugera raisonnables » est excessivement vague et générale. En réponse à cet argument, le Tribunal constate simplement que le

---

<sup>9</sup> Texte du communiqué de presse ITLOS/Press 113, 6 août 2007, intitulé : Le Tribunal rend son arrêt en l'affaire n° 15. Le Tribunal conclut que la demande dans le cas du *Tomimaru* est sans objet.

demandeur prie le Tribunal d'exercer les attributions qui lui incombent aux termes de l'article 292, paragraphe 3, de la Convention, à savoir ordonner la mainlevée de l'immobilisation du navire et la libération de l'équipage, dès le dépôt d'une caution raisonnable ou d'une autre garantie financière.

Le Tribunal procède à l'examen des effets de la confiscation du navire et de la question de savoir si la confiscation rend la demande sans objet.

Le *Tomimaru* avait été confisqué par décision du tribunal d'instance de Petropavlovsk-Kamtchatskii en date du 28 décembre 2006. Cette décision a été confirmée le 6 janvier 2007 par le tribunal régional du Kamtchatka. Après la clôture de l'audience, le 26 juillet 2007, le défendeur a fait savoir au Tribunal que la Cour suprême de la Fédération de Russie avait rejeté l'objection concernant l'examen de la décision relative à la confiscation du *Tomimaru*.

Le défendeur soutient que l'arrêt du tribunal régional du Kamtchatka confirmant la confiscation du *Tomimaru* rend la demande sans objet. Le défendeur fait valoir que, selon l'article 292, paragraphe 3, de la Convention, le Tribunal, lorsqu'il examine des demandes de mainlevée ou de mise en liberté, n'a à connaître que de la question de la mainlevée ou de la mise en liberté, sans préjudice de la suite qui sera donnée à toute action dont le navire, son propriétaire ou son équipage peuvent être l'objet devant la juridiction nationale appropriée. Le défendeur déclare que l'affaire a déjà été examinée quant au fond par la juridiction nationale appropriée, que la décision rendue par cette juridiction est déjà entrée en vigueur et qu'elle a, en outre, été exécutée. Par conséquent, le Tribunal n'a pas compétence pour examiner une demande de prompt mainlevée.

Le Tribunal souligne qu'il convient d'établir une distinction entre deux questions : i) le fait de savoir si la confiscation peut avoir une incidence sur la nationalité d'un navire; et ii) le fait de savoir si la confiscation rend une demande de prompt mainlevée de l'immobilisation d'un navire sans objet.

Le Tribunal déclare que la confiscation d'un navire n'entraîne pas une modification automatique du pavillon ou sa perte. Compte tenu des fonctions importantes de l'État du pavillon, visées à l'article 94 de la Convention et du rôle central joué par l'État du pavillon pour entamer la procédure de prompt mainlevée de l'immobilisation d'un navire, aux termes de l'article 292 de la Convention, on ne peut pas tenir pour acquis qu'un changement de propriétaire entraîne automatiquement un changement du pavillon ou sa perte. Le Tribunal note que le défendeur n'a pas prétendu qu'il avait entamé des procédures aux fins du changement ou de la perte du pavillon du *Tomimaru*.

S'agissant de la question relative à la confiscation, le Tribunal note que l'article 73 de la Convention ne fait pas référence à la confiscation de navires. Le Tribunal est conscient du fait que de nombreux États ont inscrit dans leur législation des mesures de confiscation des navires de pêche aux fins de la gestion et la conservation des ressources biologiques marines. Le Tribunal considère que la confiscation d'un navire de pêche ne doit pas être utilisée de manière à compromettre l'équilibre des intérêts de l'État du pavillon et de l'État côtier, tels qu'ils sont établis dans la Convention.

Concernant le fait de savoir si la confiscation d'un navire rend une demande sans objet, le Tribunal est d'avis qu'une décision de confiscation a pour effet de supprimer le caractère provisoire de la détention du navire et de rendre la procédure de prompt mainlevée sans objet. Le Tribunal constate qu'une telle décision ne devrait pas être prise de manière à priver le propriétaire du navire de l'accès aux voies de recours judiciaires nationales ou d'empêcher l'État du pavillon d'engager la procédure de prompt mainlevée prévue par la Convention; elle ne saurait davantage être effectuée par le truchement de procédures contraires aux normes internationales garantissant les voies de droit. En particulier, une mesure de confiscation prise avec une précipitation injustifiée compromettrait la mise en œuvre de l'article 292 de la Convention.

Le Tribunal souligne qu'il appartient à l'État du pavillon d'agir en temps voulu, en faisant observer que cet objectif ne peut être réalisé que si le propriétaire et l'État du pavillon interviennent rapidement, soit pour épuiser les voies de recours prévues par le système judiciaire national de l'État ayant opéré la saisie, soit pour entamer la procédure de prompt mainlevée visée à l'article 292 de la Convention.

Le Tribunal souligne qu'une décision de confisquer un navire n'empêche pas le Tribunal d'examiner une demande de prompt mainlevée, pendant que les tribunaux de l'État qui a procédé à l'immobilisation demeurent saisis. Il a été pris note du fait que la décision de la Cour suprême de la Fédération de Russie met un terme aux procédures devant les tribunaux nationaux. Le Tribunal considère donc qu'une décision tendant à procéder à la mainlevée de l'immobilisation du navire, prise en application de l'article 292 de la Convention,

contredirait la décision mettant un terme aux procédures engagées devant les instances nationales et s'immiscerait dans l'exercice de compétences nationales, contrevenant ainsi aux dispositions de l'article 292, paragraphe 3, de la Convention. Le Tribunal ne considère pas nécessaire de se prononcer expressément sur les diverses conclusions des parties et considère que la demande est sans objet.

Le dispositif de l'arrêt, qui a été adopté à l'unanimité, est ainsi conçu :

LE TRIBUNAL,

À l'unanimité,

Dit que la demande du Japon est désormais sans objet et qu'il n'y a dès lors pas lieu de statuer.

MM. les juges Nelson et Yanai ont joint à l'arrêt une déclaration. MM. les juges Jesus et Lucky ont joint à l'arrêt leur opinion individuelle.

Le texte de l'arrêt, des déclarations et des opinions individuelles est disponible sur le site Internet du Tribunal.

#### 4. COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE : AFFAIRE RELATIVE AU DIFFÉREND MARITIME ET TERRITORIAL ENTRE LE NICARAGUA ET LE HONDURAS DANS LA MER DES CARAÏBES

##### *Extraits de l'Arrêt du 8 octobre 2007*

[...]

« 311. Il est clair pour la Cour que la proposition avancée par le Nicaragua dans ses conclusions finales (voir paragraphe 309) ne va pas sans poser quelques problèmes, et que sa suggestion initiale de faire commencer la ligne en mer, à une certaine distance, apparaît comme une solution plus judicieuse. La possibilité qu'une ligne de délimitation commence à une certaine distance en mer a été reconnue dans la pratique judiciaire, dans des affaires où le point terminal de la frontière terrestre était incertain (voir, par exemple, la sentence rendue le 14 février 1985 en l'affaire de la Délimitation maritime entre la Guinée et la Guinée-Bissau). La Cour estime qu'il convient de faire droit à la demande du Honduras à cet égard et fixe en conséquence le point de départ (15° 00' 52" de latitude nord et 83° 05' 58" de longitude ouest) à 3 milles au large du point déjà identifié par la commission mixte de 1962, selon l'azimut de la bissectrice telle que décrite ci-dessus (voir croquis n° 6). Les Parties devront convenir d'une ligne reliant le point terminal de la frontière terrestre tel que fixé par la sentence de 1906 au point de départ de la délimitation maritime établie par le présent Arrêt. »

[...]

#### **8.2.6. Le tracé de la frontière maritime**

320. La ligne de délimitation doit commencer au point de départ fixé sur la bissectrice à 3 milles marins au large (voir paragraphe 311 ci-dessus). À partir de ce point, elle suit la bissectrice jusqu'à ce qu'elle rejoigne la limite extérieure de la mer territoriale de 12 milles marins de Bobel Cay. Elle s'infléchit alors vers le sud pour suivre le pourtour de cette mer territoriale jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne médiane de la zone de chevauchement des mers territoriales de Bobel Cay, Port Royal Cay et South Cay (Honduras) et d'Edinburgh Cay (Nicaragua). La ligne de délimitation se poursuit ensuite le long de cette ligne médiane jusqu'à sa jonction avec la mer territoriale de South Cay, laquelle, pour l'essentiel, n'empiète pas sur la mer territoriale d'Edinburgh Cay. La ligne suit alors, en direction du nord, le pourtour de la mer territoriale de 12 milles marins de South Cay jusqu'à ce qu'elle rencontre de nouveau la bissectrice. À partir de ce point, elle se poursuit selon l'azimut de cette dernière jusqu'à atteindre la zone dans laquelle pourraient être en cause les droits de certains États tiers (voir croquis n<sup>os</sup> 7 et 8).

[...]

## 9. Dispositif

321. Par ces motifs,

LA COUR,

1) À l'unanimité,

*Dit* que la République du Honduras a la souveraineté sur Bobel Cay, Savanna Cay, Port Royal Cay et South Cay;

2) Par quinze voix contre deux,

*Décide* que le point de départ de la frontière maritime unique qui sépare la mer territoriale, le plateau continental et les zones économiques exclusives de la République du Nicaragua et de la République du Honduras sera le point de coordonnées 15° 00' 52" de latitude nord et 83° 05' 58" de longitude ouest;

POUR : Mme Higgins, *président*; M. Al-Khasawneh, *vice-président*; MM. Ranjeva, Shi, Koroma, Buerghenthal, Owada, Simma, Tomka, Abraham, Keith, Sepúlveda-Amor, Bennouna, Skotnikov, *juges*; M. Gaja, *juge ad hoc*;

CONTRE : M. Parra-Aranguren, *juge*; M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc*;

3) Par quatorze voix contre trois,

*Décide* que, à partir du point de coordonnées 15° 00' 52" de latitude nord et 83° 05' 58" de longitude ouest, la frontière maritime unique suivra la ligne d'azimut 70° 14' 41,25" jusqu'à son intersection, au point À (situé par 15° 05' 25" de latitude nord et 82° 52' 54" de longitude ouest), avec l'arc formé par la mer territoriale de 12 milles marins de Bobel Cay. À partir du point A, elle suivra l'arc formé par la mer territoriale de 12 milles marins de Bobel Cay en direction du sud, jusqu'à son intersection, au point B (situé par 14° 57' 13" de latitude nord et 82° 50' 03" de longitude ouest), avec l'arc formé par la mer territoriale de 12 milles marins d'Edinburgh Cay. À partir du point B, la frontière se poursuivra le long de la ligne médiane formée par les points d'équidistance entre Bobel Cay, Port Royal Cay et South Cay (Honduras) et Edinburgh Cay (Nicaragua), en passant par les points C (situé par 14° 56' 45" de latitude nord et 82° 33' 56" de longitude ouest) et D (situé par 14° 56' 35" de latitude nord et 82° 33' 20" de longitude ouest), jusqu'à rejoindre, au point E (situé par 14° 53' 15" de latitude nord et 82° 29' 24" de longitude ouest), l'intersection des arcs formés par les mers territoriales de 12 milles marins de South Cay (Honduras) et d'Edinburgh Cay (Nicaragua). À partir du point E, la frontière suivra l'arc formé par la mer territoriale de 12 milles marins de South Cay en direction du nord, jusqu'à rencontrer la ligne d'azimut au point F (situé par 15° 16' 08" de latitude nord et 82° 21' 56" de longitude ouest). À partir du point F, elle se poursuivra le long de la ligne d'azimut 70° 14' 41,25" jusqu'à atteindre la zone dans laquelle elle risque de mettre en cause les droits d'États tiers;

POUR : Mme Higgins, *président*; M. Al-Khasawneh, *vice-président*; MM. Shi, Koroma, Buerghenthal, Owada, Simma, Tomka, Abraham, Keith, Sepúlveda-Amor, Bennouna, Skotnikov, *juges*; M. Gaja, *juge ad hoc*;

CONTRE : MM. Ranjeva, Parra-Aranguren, *juges*; M. Torres Bernárdez, *juge ad hoc*;

4) Par seize voix contre une,

*Dit* que les Parties devront négocier de bonne foi en vue de convenir du tracé de la ligne de délimitation de la partie de la mer territoriale située entre le point terminal de la frontière terrestre établi par la sentence arbitrale de 1906 et le point de départ de la frontière maritime unique fixé par la Cour au point de coordonnées 15° 00' 52" de latitude nord et 83° 05' 58" de longitude ouest.

POUR : Mme Higgins, *président*; M. Al-Khasawneh, *vice-président*; MM. Ranjeva, Shi, Koroma, Buerghenthal, Owada, Simma, Tomka, Abraham, Keith, Sepúlveda-Amor, Bennouna, Skotnikov, *juges*; MM. Torres Bernárdez, Gaja, *juges ad hoc*;

CONTRE : M. Parra-Aranguren, *juge*.

FAIT en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le huit octobre deux mille sept, en trois exemplaires, dont l'un sera déposé aux archives de la Cour et les autres seront trans-

mis respectivement au Gouvernement de la République du Nicaragua et au Gouvernement de la République du Honduras.

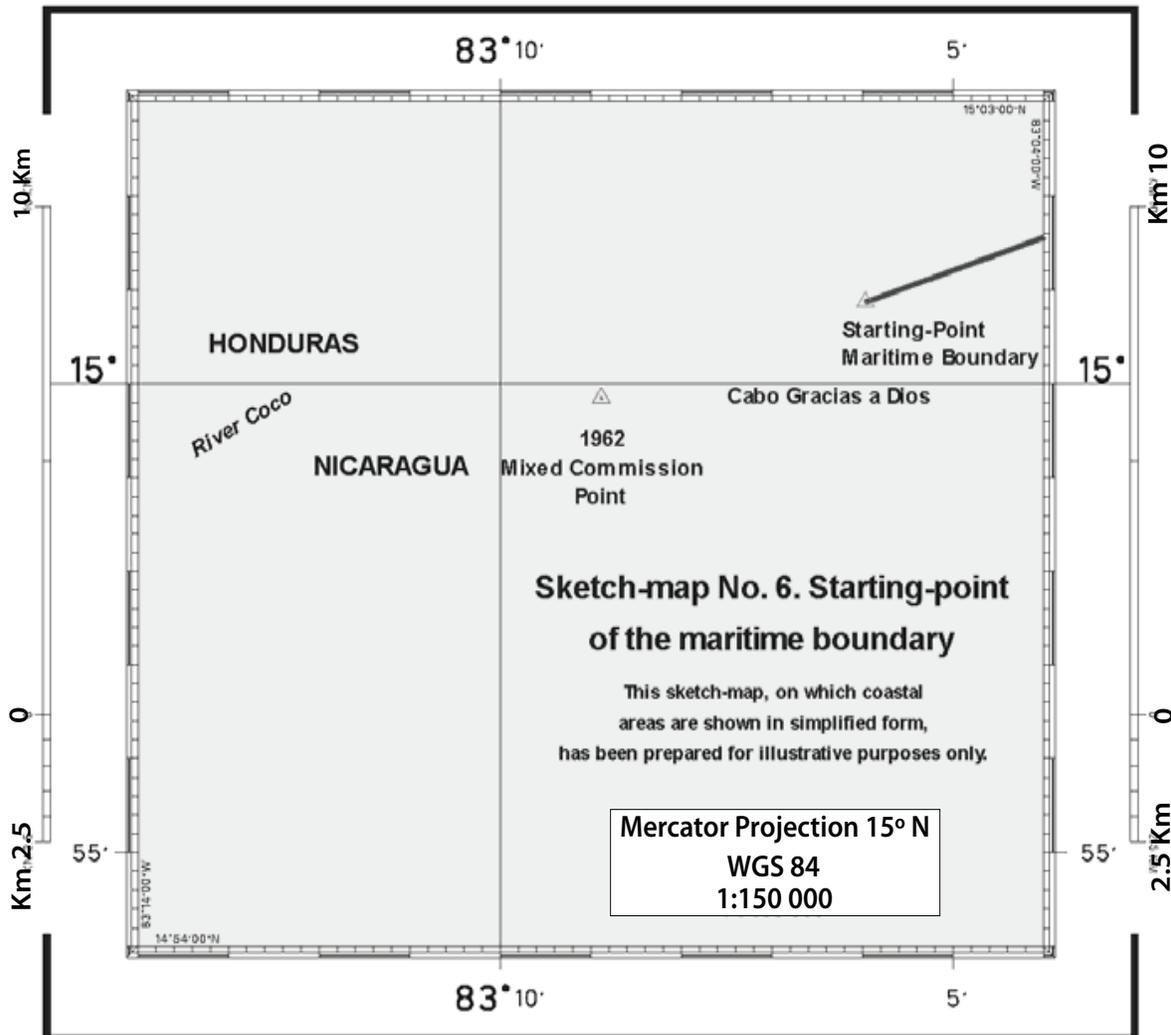
*Le président,*  
(Signé) Rosalyn HIGGINS

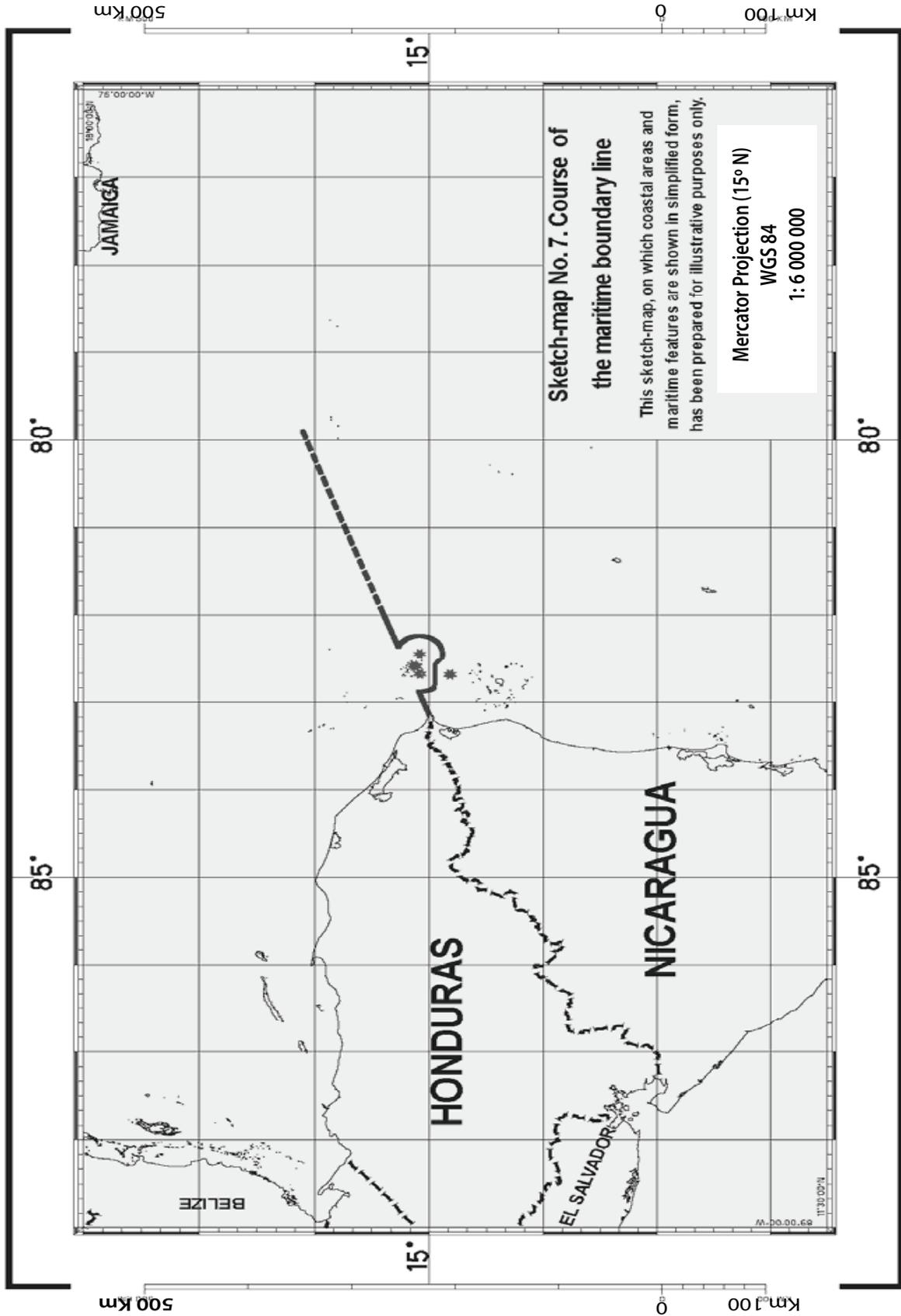
*Le greffier,*  
(Signé) Philippe COUVREUR

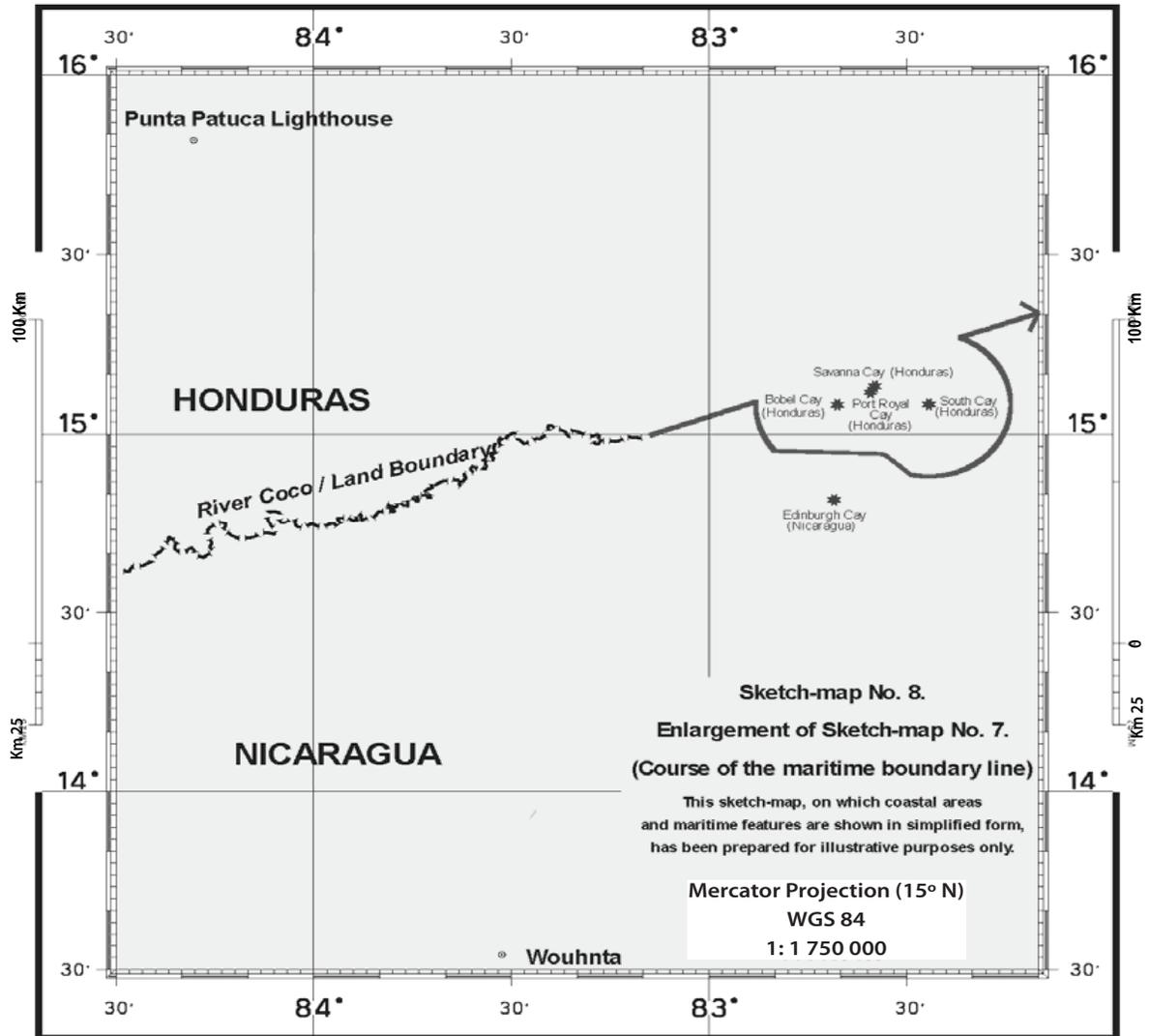
M. le juge RANJEVA joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle; M. le juge KOROMA joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle; M. le juge PARRA-ARANGUREN joint une déclaration à l'arrêt; M. le juge ad hoc TORRES BERNARDEZ joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente; M. le juge ad hoc GAJA joint une déclaration à l'arrêt.

(Paraphé) R. H.

(Paraphé) Ph. C.







### III.—AUTRES INFORMATIONS

#### **Rectificatif à la version anglaise du *Bulletin du droit de la mer* n° 62**

Page 155, le titre doit se lire :

B) Ireland's Exclusive Economic Zone: list of coordinates in WGS84

Page 156, la référence 66 doit se lire :

66            53 25.021 N    15 53.744 W

Page 157, la référence 114 doit se lire :

114           47 37.730 N    14 34.214 W



---

## كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---